



Projet de recherche sur les politiques    Policy Research Initiative

# Atelier sur le Capital social Juin 2003

*Les concepts, la mesure, et les incidences sur les politiques*

# Table des matières

Rapport sur les conclusions de l'atelier sur le capital social	1
Annexe A - Questions de discussion	6
Annexe B - Programme de l'atelier	8
Document d'information sur la conceptualisation	13
Document d'information sur la mesure	31
Document d'information sur les incidences sur les politiques	51



Atelier sur le capital social  
Juin 2003

*Rapport sur les conclusions*



## **Rapport sur les conclusions de l'atelier interministériel sur le capital social Le 19 juin 2003**

### **Contexte**

Plus tôt cette année, le Projet de recherche sur les politiques (PRP) a lancé un projet de recherche interministériel intitulé *Le capital social comme instrument de politique publique*. Ce projet a pour objet de cerner les répercussions possibles du capital social sur les résultats visés par les politiques publiques au Canada, de forger un consensus sur un cadre d'analyse et de mesure que pourront appliquer les personnes chargées de l'élaboration des politiques au sein de divers ministères fédéraux et de transmettre les acquis et les recommandations stratégiques aux principaux intervenants dans les secteurs des politiques et de la recherche.

Les membres du groupe de travail interministériel sur le capital social se sont réunis le 26 mars 2003. À ce moment-là, ils ont indiqué qu'une des premières étapes du projet serait de recueillir les suggestions des ministères sur les orientations à donner au cadre d'analyse et de mesure. Un atelier de consultation interministérielle a été organisé par la suite et s'est tenu le 19 juin 2003.

Cet atelier d'une journée se voulait un moyen de solliciter des commentaires structurés de chercheurs et de gestionnaires chevronnés (une cinquantaine issue de 15 ministères et organismes ont assisté à l'atelier). En prévision de cette rencontre, le PRP avait préparé et distribué une série de documents d'information (qui suivent ce rapport) et de questions de discussion portant sur trois thèmes:

- la conceptualisation du capital social;
- la mesure du capital social;
- les incidences du capital social sur les politiques.

Les messages clés qui ont émergé de l'atelier sont réunis dans le présent rapport. Comme bon nombre de ces messages ont été réitérés durant les échanges portant sur les trois thèmes, les conclusions exposées ci-après ne sont pas organisées en fonction des questions de discussion. Elles reflètent plutôt une tentative d'extraire et de résumer les éléments clés soulevés dans l'ensemble de la discussion. Ces conclusions orienteront la rédaction d'un document rendant compte d'un cadre d'analyse et de mesure, destiné à la recherche et à l'élaboration des politiques fédérales sur le capital social, et des

recommandations sur l'utilisation et l'intégration du capital social dans les objectifs stratégiques canadiens en matière de politiques.

## **Conclusions**

### ***...sur la définition et la mesure du capital social***

#### **Une définition plus étroite du capital social pourrait avoir des applications étendues.**

- Le capital social peut supposer des dimensions multiples et des interconnexions complexes avec l'environnement social, politique, économique et culturel en général. Par conséquent, le fait de chercher à intégrer toutes ces dimensions dans une seule définition se trouver à réduire l'utilité du concept.
- Une définition étroite se prêterait à diverses formes d'application pratique, selon les questions à l'étude.
- Un certain consensus (en dépit d'une minorité dissidente bruyante) s'est formé sur la définition du capital social, qui s'intéresse principalement aux réseaux de relations sociales.
- Ces réseaux génèrent du capital social et offrent à leurs membres l'accès à diverses formes de ressources et d'appui.
- D'autres dimensions de nature qualitative concernant le fonctionnement des relations sociales (c.-à-d. les valeurs, les normes et le niveau de confiance propres à des réseaux particuliers) peuvent ou non s'avérer importantes, selon les questions à l'étude.

#### **Les questions de politiques publiques devraient motiver notre façon d'appliquer dans la pratique une approche du capital social fondée sur les théories actuelles.**

- Nous ne pouvons établir dans l'abstrait les aspects du capital social que nous souhaitons étudier et mesurer. Il faut donc partir d'une question d'intérêt en politiques publiques. Une approche conceptuelle centrée sur les réseaux permet d'assurer une mesure consistante sur une variété de champs d'application politique.
- Nous devons veiller à ce que le gouvernement harmonise ses efforts de recherche et d'application pratique du capital social avec les objectifs des politiques et des programmes fédéraux.
- À l'atelier, différents secteurs susceptibles de bénéficier d'une perspective axée sur le capital social ont été dégagés, par exemple l'intégration des immigrants et la diversité, la santé, la participation à l'économie et l'inclusion sociale.

**Le contexte importe.**

- Les réseaux générant du capital social sont dynamiques; ils peuvent être très épisodiques et rattachés à un contexte précis (un réseau de personnes intéressées par un problème précis ou une activité particulière peut rester actif ou non après la résolution du problème ou la fin de l'activité en question).
- Des manifestations précises du capital social peuvent s'avérer très utiles pour parvenir à certaines fins, mais de valeur limitée, voire nuisibles, dans d'autres cas.
- Par exemple, le capital social qui unit (donne lieu à des liens au sein d'un groupe d'appartenance homogène) est indispensable aux nouveaux immigrants pour se débrouiller au jour le jour; en revanche, il peut être moins utile que le capital social qui lie (donne lieu à des liens avec des groupes et des institutions à l'extérieur de la communauté ethnique) lorsqu'il s'agit de gravir l'échelle sociale.
- De même, différentes dimensions du capital social (par exemple les niveaux de confiance ou le sexe des membres d'un réseau) peuvent avoir un effet décisif sur les résultats dans un domaine, mais marginal dans un autre.
- Les répercussions possibles du capital social sur divers résultats varient en fonction de l'environnement social, politique, économique et culturel en général, celui-ci ayant pour effet d'amplifier ou d'atténuer ces répercussions.
- Les organismes et les institutions peuvent, de façon importante et variée, faciliter ou entraver la formation de capital social et son fonctionnement.

**La prudence est de mise lorsqu'il s'agit d'étudier le capital social à des niveaux poussés de généralisation.**

- Le capital social étant un phénomène étroitement lié au contexte, la validité et la fiabilité des mesures du capital social et de ses effets sont nettement supérieures à micro-échelle (entre membres de réseaux particuliers ou personnes habitant des quartiers précis).
- Selon la question de politique à l'étude, il peut néanmoins être préférable d'étudier le capital social à des niveaux poussés de généralisation (par exemple à l'échelon régional, provincial ou national).
- Malheureusement, à l'échelon national, les approches actuelles de l'étude du capital social dans le monde suscitent de sérieuses préoccupations.
- Les analyses à micro-échelle et à macro-échelle ne peuvent être liées que si le cadre conceptuel s'appuie sur les acteurs individuels et les réseaux de relations sociales dont ils font partie.

**Il convient de distinguer la confiance accordée dans des circonstances précises de la confiance généralisée.**

- Cet élément est un exemple particulier de la question qui précède.
- La confiance qui règne entre les membres d'un réseau particulier est un élément important du bon fonctionnement du réseau et de sa capacité à surmonter les épreuves.
- On ne peut partir du principe que la confiance manifestée dans une situation particulière engendre forcément une confiance généralisée.
- Par conséquent, l'accent ne devrait peut-être pas être mis sur les mesures de la confiance généralisée en tant que valeurs indicatives du capital social.
- Outre cette difficulté, la « question classique » de la confiance est mal formulée. Au Royaume-Uni, l'analyse des réponses aux questions concernant le niveau de confiance montre que celles-ci varient énormément selon le thème général du sondage dans lequel ces questions sont posées (par exemple les questions sur la confiance posées dans le contexte d'un sondage sur la santé donnent lieu à des réponses radicalement différentes de celles obtenues dans le cadre d'un sondage sur la criminalité).

**Les composantes fondamentales du capital social doivent être distinguées de ses déterminants et de ses effets.**

- Une grande part de la confusion qui imprègne les ouvrages et les discussions portant sur le capital social découle du mélange de ces trois éléments.
- Il est possible que nous souhaitions discuter de tous ces éléments, suivant la question à l'étude et le contexte, mais nous devrions les analyser séparément.
- Nous avons besoin de mieux comprendre le mécanisme qui régit la formation du capital social (« le contenu de la boîte noire »).
- D'autres dimensions de la vie sociale souvent (mais inexactly) classées sous la grande bannière du « capital social » (par exemple la confiance généralisée, la solidarité civique et sociale, les attitudes, etc.) sont importantes et peuvent faire l'objet d'études distinctes.

***...concernant les incidences du capital social sur les politiques***

**Le capital social est éventuellement un moyen de parvenir à une fin, mais non une fin en soi.**

- Nous ne devrions pas envisager comme fin en soi l'élaboration d'une stratégie nationale ou d'un énoncé de politique destiné à former ou à augmenter le capital social des Canadiens.
- Le capital social est davantage un moyen ou une démarche facilitant l'accès à diverses formes de ressources et d'appui présentes dans les réseaux de relations sociales.
- L'idée est de mettre l'accent sur le rôle éventuel de facilitation du capital social, en tant que ressource et démarche, pour atteindre les objectifs des

politiques et des programmes, par exemple l'intégration des immigrants, la participation à l'économie ou l'amélioration de l'éducation et de la santé.

**Le capital social n'est pas une panacée.**

- Davantage de capital social ne donnera pas nécessairement de meilleurs résultats; bien que le niveau de capital social soit élevé au sein des communautés autochtones par exemple, sa seule présence ne suffit pas à enrayer l'extrême pauvreté.
- Le capital social peut parfois avoir des effets négatifs ou nuisibles.
- Le capital social ne suffit pas toujours en soi à atteindre des objectifs, mais il peut compléter ou renforcer d'autres instruments et d'autres ressources politiques dans l'atteinte des objectifs des politiques et de programmes. Par exemple, il est particulièrement pertinent dans le domaine de l'intégration des immigrants, où il peut s'ajouter à d'autres instruments d'intégration comme la formation linguistique.
- Nous ne pouvons peut-être pas simplement « activer » ou « désactiver » le capital social pour parvenir aux effets désirés; il constitue uniquement un élément dans un univers de processus sociaux complexes.

**On pourrait entreprendre les démarches nécessaires pour intégrer une optique axée sur le capital social à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques et des programmes fédéraux.**

- Une optique axée sur le concept de capital social en matière d'élaboration et de mise en œuvre des politiques et programmes pourrait s'amorcer par une sensibilisation de l'État à son rôle potentiel dans la réalisation (ou l'obstruction) des objectifs stratégiques.
- Alors que bon nombre de politiques et de programmes intègrent déjà des éléments du capital social (par exemple des pratiques favorisant la formation de capital social, notamment les partenariats intersectoriels, sont souvent des préalables au financement de projets), on pourrait néanmoins effectuer un suivi systématique de l'utilisation du capital social dans l'atteinte des résultats des programmes.
- À cette fin, le gouvernement peut participer davantage à l'élaboration et à l'amélioration des instruments de mesure et des indicateurs du capital social et évaluer ses effets sur les issues des programmes.
- L'identification des effets du capital social sur les issues des programmes en place permettrait de les reproduire dans le cadre d'autres programmes.
- Nous devons éviter que les programmes et les politiques de l'État aient des objectifs contradictoires aux façons d'intégrer le capital social ou de l'influencer. Des interventions gouvernementales apparemment distinctes (par exemple transport, logement, etc.) peuvent en fait compromettre les ressources en capital social sur lesquelles comptent d'autres programmes pour atteindre leurs objectifs.

## **Annexe A – Questions de discussion, atelier sur le capital social du 19 juin**

### ***La conceptualisation***

Le capital social réside dans des réseaux de relations sociales qui peuvent faciliter l'atteinte de certains résultats. Ceci dit, compte tenu des différences observées dans la documentation, nous devons chercher la meilleure façon de le définir et de le conceptualiser avec précision.

- Est-ce que les normes, de façon générale, et la confiance en particulier, doivent être considérées comme des composantes intégrales du capital social ou sont-elles uniquement des compléments ou des aboutissements possibles?
- De même, est-ce que les ressources ou les habiletés de chacun des membres d'un réseau social doivent être prises comme éléments du capital social ou seulement comme complément de celui-ci?
- Peut-on conceptualiser le capital social de façon à lui donner le même sens au niveau des personnes, des familles et des quartiers (micro-échelle) qu'à celui des villes, des régions et des nations (macro-échelle)?
- Peut-on dégager d'autres configurations du capital social, allant au-delà du capital social qui unit, de celui qui lie et de celui qui relie. Ces autres formes peuvent-elles servir à l'élaboration des politiques publiques et à la recherche?

### ***La mesure***

Le Royaume-Uni et l'Australie ont repris la définition de l'OCDE pour élaborer un cadre d'analyse et de mesure :

« réseaux, ainsi que normes, valeurs et convictions communes qui facilitent la coopération au sein de groupes ou entre ceux-ci ».

- Cette définition opérationnelle devrait-elle être retenue pour orienter la mesure du capital social dans le contexte canadien?
- Quelles composantes clés du capital social doivent être mises en pratique et mesurées?
- Quelle unité d'analyse ou de mesure est adéquate?

- Quels niveaux de regroupement sont nécessaires (par exemple régions géographiques, groupes démographiques)?
- Quels indicateurs de résultats sont les plus importants?

### ***Les incidences sur les politiques***

- Quels secteurs pourraient le plus bénéficier d'une optique axée sur le capital social? Y a-t-il des enjeux particuliers qui pourraient bénéficier de recherches additionnelles sur le capital social?
- Quels programmes fédéraux (ou à d'autres niveaux de gouvernement) ont déjà des répercussions sur l'accumulation de formes variées de capital social, même si les questions ne sont pas formulées en ces termes?
- Faut-il élaborer une approche cohérente et intégrée de l'utilisation du capital social dans l'élaboration des politiques fédérales?
- Il existe plusieurs façons d'intégrer aux politiques une optique axée sur le capital social. Elles s'étendent de :
  - la prise en compte du capital social en tant qu'objectif principal d'une politique;
  - l'inclusion du capital social comme instrument, parmi d'autres, pour réaliser des objectifs importants;
  - l'adoption d'une optique axée sur le capital social pour l'élaboration et la mise en œuvre des politiques.
- À la lumière de ces modèles variés, quelles sont les principales possibilités d'action?
- Quels sont les conséquences et les enjeux éventuels pour les administrations?

**Annexe B – Programme**

**ATELIER INTERMINISTÉRIEL SUR LE CAPITAL SOCIAL**

**Le jeudi 19 juin 2003**

***Maison Willson, lac Meech***

- 9 h - 9 h 15 Mot de bienvenue et introduction (Jean-Pierre Voyer, PRP) (en plénière)
- 9 h 15 - 11 h Séance plénière –  
La conceptualisation, la mesure, les incidences sur les politiques : pouvons-nous nous attaquer au problème du « capital social »?
- Rosalyn Harper, Office of National Statistics (R.-U.)
  - Kate Johnson, CIRANO (Qc)
  - Ralph Matthews, Resilient Communities Project (UBC)
  - Jo Anne Schneider, Catholic University of America (É.-U.)
- 11 h - 11 h 15 *Pause*
- 11 h 15 - 11 h 30 Présentation des objectifs de l'atelier – Les participants formeront trois groupes et examineront les trois thèmes présentés dans les documents d'information
- 11 h 30 - 12 h 15 Réunions en petits groupes 1  
(Conceptualisation – groupe A; incidences sur les politiques – groupe B; la mesure – groupe C)
- 12 h 15 - 13 h 15 *Déjeuner*
- 13 h 15 - 14 h Réunions en petits groupes 2  
(Conceptualisation – groupe B; incidences sur les politiques – groupe C; la mesure – groupe A)
- 14 h - 14 h 45 Réunions en petits groupes 3  
(Conceptualisation – groupe C; incidences sur les politiques – groupe A; la mesure – groupe B)
- 14 h 45 - 15 h 15 *Pause*
- 15 h 15 - 15 h 45 Rapport préliminaire présenté par les rapporteurs de l'atelier (en plénière)
- 15 h 45 - 16 h 45 Discussion générale dirigée (en plénière)
- 16 h 45 - 17 h Récapitulation et identification des prochaines étapes (en plénière)

*Le Projet de recherche sur les politiques tient à remercier Statistique Canada de son appui dans la réalisation de cet atelier.*

***Ces documents de discussion ont été préparés en vue de la tenue d'un atelier interministériel sur le capital social au lac Meech, le 19 juin 2003. Cet atelier a fait office de consultation auprès de chercheurs en politiques publiques et de représentants de la direction de plusieurs ministères fédéraux. Les documents ont été rédigés à des fins de discussion seulement; ils ne reflètent pas nécessairement une position officielle du gouvernement du Canada.***



# Atelier sur le capital social

## Juin 2003

*Document d'information sur la  
conceptualisation*



---

## Introduction

Depuis 10 ans, le concept de capital social suscite un intérêt considérable dans les sphères universitaires et celles responsables des politiques publiques. Assimilé sommairement aux réseaux de relations sociales et aux normes connexes auxquels on peut recourir pour faciliter une action, le capital social est considéré comme une ressource utile pour les particuliers et pour le bien-être de la collectivité. Le concept a été appliqué à une multitude de domaines, dont la famille, l'éducation, les jeunes en difficulté, la santé publique, le développement économique, le renouvellement démocratique et bien d'autres.

La polyvalence apparemment sans limite de ce concept, compte tenu de l'éventail de sujets et des variations des niveaux d'analyse auxquels il est appliqué, est à l'origine d'une grande partie de l'émoi et des critiques qu'il soulève. Les sceptiques s'inquiètent du fait que le concept a été élargi et adapté à tellement de domaines qu'il est devenu une sorte de notion « passe-partout ». À l'évidence, la diversité des démarches d'analyse du capital social et l'absence d'un consensus sur une conceptualisation unique et rigoureuse expliquent la frustration énorme ressentie par ceux qui tentent d'appliquer le concept de capital social à l'élaboration de politiques publiques fondées sur des données probantes. En réponse à ces divergences, le projet interministériel lancé par le Projet de recherche sur les politiques intitulé « Le capital social comme instrument des politiques publiques » cherche notamment à dégager la meilleure façon de conceptualiser le capital social pour les besoins de l'élaboration de politiques publiques au Canada.

Le présent document est destiné à orienter la consultation qui sera entreprise au sujet de ce concept auprès de gestionnaires et de chercheurs se consacrant aux politiques publiques fédérales. À ce titre, il est donc divisé en plusieurs sections. La première porte sur la définition du capital social : elle examine d'abord la base intuitive du concept et les raisons motivant le choix du terme « capital social », elle résume ensuite trois définitions fondamentales avancées par Pierre Bourdieu, James Coleman et Robert Putnam et, enfin, elle présente certaines des évolutions du concept au cours des dernières années. On continue de se demander laquelle de ces démarches constitue le meilleur fondement (si celui-ci existe) de l'analyse du capital social.

La deuxième section se penche sur les genres d'issues, favorables ou non, que le capital social est supposé générer. Le document présente ensuite les différentes sortes de capital social recensées, en particulier les distinctions importantes entre le capital social « qui unit », celui « qui lie » et celui « qui relie ». Étant donné que les réseaux de relations sociales forment le tissu même du capital social, le présent document passe ensuite en revue certaines des méthodes retenues pour

étudier ces relations et examine si les normes et les attitudes font partie intégrante du capital social. La dernière partie du document rappelle que le capital social varie selon les caractéristiques générales de l'environnement dont les réseaux font partie.

### **Qu'est-ce que le capital social?**

Si tant d'érudits et de chercheurs désirent étudier le concept de capital social, c'est en partie parce que la plupart des gens semblent le relier de façon intuitive à leur expérience personnelle. Comme l'expliquent Woolcock et Narayan (2000, p. 3), « ...le fondement même du capital social réside dans le fait que la famille, les amis et les collègues constituent un atout important, sur lequel on peut compter en période de crise, qui est en soi une source de plaisir ou qui peut se traduire par des gains » [*traduction*]. Qu'il s'agisse d'un appui dans les moments difficiles, de la recherche d'un nouvel emploi ou simplement d'amis avec qui passer une soirée en ville, il est important d'avoir des contacts. Selon les auteurs, ce qui est vrai pour la personne l'est également pour les collectivités : celles qui ont davantage de réseaux sociaux sur lesquels s'appuyer sont mieux placées pour relever les défis divers auxquels elles sont confrontées. À l'inverse, les personnes ou les collectivités qui comptent moins de contacts disposent de moins d'appuis et de moyens d'atteindre leurs objectifs. Autrement dit, les sources du capital social font partie de la structure même des relations sociales tissées avec le temps et à laquelle une personne est intégrée ou qui sont intégrées à une collectivité.

Il est donc clair que le « réseau de relations » d'une personne peut avoir une influence considérable sur son bien-être. On peut maintenant se demander pourquoi le terme « capital social » a été choisi pour désigner ce phénomène. Certains continuent même de contester le choix du terme « capital ». En général, ce terme évoque des biens que l'on peut accumuler et employer pour générer des richesses supplémentaires. Adler et Kwon (2002, p. 21 et 22) citent plusieurs raisons justifiant le choix du terme « capital » dans ce contexte. Les réseaux sociaux seraient une forme de capital du fait que, comme tout capital physique ou humain, il s'agit (possiblement) d'un bien à long terme dont la production et l'acquisition ne sont pas gratuites (elles exigent du temps et des efforts, voire de l'argent), mais dans lequel on peut investir dans l'espoir d'en retirer des profits ultérieurs. Comme le capital physique et humain, il peut remplacer ou compléter d'autres formes de capital. Par exemple, des « contacts haut placés » peuvent permettre à une personne de réussir même si son capital financier et humain est limité.

Ceci dit, le capital social se distingue d'autres formes de capital de plusieurs façons. Avant tout, comme le signalent Grootaert et van Bastelaer (2002), c'est la

seule forme de capital qui ne peut exister au sein d'une économie de style « Robinson Cruséo », du moins jusqu'à l'arrivée sur l'île de Vendredi. Autrement dit, à la différence des autres formes de capital, le capital social ne réside pas en un seul intervenant, mais plutôt en les relations de l'intervenant avec d'autres intervenants. De plus, Adler et Kwan (2002) estiment que, contrairement aux autres formes de biens, les investissements dans le capital social sont difficilement quantifiables, même en principe (voir toutefois le travail de Johnson, 2003, à ce sujet). Comme l'avance Uphoff (2000, p. 1) le défi que pose l'interprétation du concept du capital social consiste à éviter de faire une analogie trop littérale avec d'autres formes de capital, tout en étant ouvert à l'étude des similitudes pour en retirer tous les enseignements possibles.

Woolcock et Narayan (2000, p. 228 et 229) font remarquer que même si l'étude de l'importance des relations sociales a commencé il y a très longtemps, le terme « capital social » a été utilisé pour la première fois avec son sens actuel en 1916 par un surintendant scolaire de la Virginie occidentale, Lyda J. Hanifan, dans un de ses écrits. Le terme a ensuite disparu pendant plusieurs décennies, pour être réinventé séparément à plusieurs reprises au cours des années 1950, 1960 et 1970, dans les travaux de Jane Jacobs (1961) et de Glenn Loury (1977), entre autres. Cependant, on s'entend de plus en plus sur le fait que les véritables bases de la définition et de la conceptualisation du capital social ont été jetées à partir des années 1980 par trois éminences : Pierre Bourdieu, James Coleman et Robert Putnam (Field, 2003, p. 13). Chacun de ces chercheurs a appliqué sa propre démarche au concept, et chaque démarche a ses points forts et ses faiblesses.

### **Pierre Bourdieu**

Quoique Bourdieu ait été la première de ces figures marquantes à faire une analyse systématique du capital social, la multiplication des études consacrées à cette notion est davantage liée aux travaux ultérieurs de Coleman et de Putnam. Ces dernières années, un nombre croissant d'auteurs ont toutefois « redécouvert » l'importance de sa conceptualisation (par exemple Portes, 1998; Foley et Edwards, 1999; Morrow, 2001). Dans son article publié en 1986 et consacré aux formes du capital, Bourdieu soutient que le capital social est « l'ensemble des ressources réelles et potentielles liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées de connaissance et de reconnaissance mutuelles – soit, en d'autres termes, l'appartenance à un groupe » [*traduction*] (p. 249). Selon cette conceptualisation, le capital social consiste en les relations sociales qu'une personne peut utiliser pour accéder aux ressources de ceux avec lesquels elle entretient des contacts, ainsi qu'en la quantité et la qualité de ces ressources. Bourdieu soutient également qu'un réseau de relations sociales n'est pas une caractéristique inhérente de la nature ni même de la société, mais plutôt, comme le capital physique ou humain, le produit de stratégies d'investissement délibérées et productives – la production

et la reproduction du capital social exige un effort (ou un investissement) soutenu en sociabilité. S'inspirant d'une tradition néo-marxiste, Bourdieu s'inquiète du fait que l'interaction du capital social avec d'autres formes de capital peut reproduire des inégalités sociales. Il fait remarquer, par exemple, qu'il est bien plus facile pour les personnes possédant des niveaux élevés d'autres formes de capital d'établir des réseaux utiles de capital social. Ces gens « sont recherchés pour leur capital social et, du fait qu'ils sont bien connus, méritent d'être connus... ils sont connus de davantage de personnes qu'ils n'en connaissent, et leurs efforts de sociabilité, lorsqu'ils sont déployés, sont très productifs » [*traduction*] (p. 250).

Foley et Edwards (1999, p. 143) soutiennent que l'un des points forts de la contribution de Bourdieu, qui le distingue de Coleman et Putnam, est la clarté et la cohérence de la méthode qu'il propose pour mesurer ou quantifier le capital social : selon Bourdieu (1986, p. 249), « le volume du capital social en la possession d'un agent donné... dépend de l'ampleur des relations établies qu'il peut effectivement mobiliser et du volume du capital (économique, culturel ou symbolique) dont chaque personne avec laquelle il a des liens est elle-même pourvue » [*traduction*]. Foley et Edwards (1999, p. 165) font également l'éloge de la méthode employée par Bourdieu pour démontrer que l'emplacement d'un réseau social dans un contexte socioéconomique plus large a des retombées importantes sur la capacité de ce réseau à mettre ses membres en rapport avec des ressources diverses. Comme l'indique Field (2003, p. 19), l'insistance de Bourdieu à expliquer les liens entre le capital social et les inégalités et le pouvoir apporte une rectification utile aux travaux de Coleman et Putnam. En revanche, Field affirme également que Bourdieu, dans sa description partielle des avantages du capital social pour ceux qui le détiennent, néglige d'en citer les éléments néfastes possibles, du moins pour ceux qui en possèdent beaucoup.

### **James Coleman**

Coleman, qui comptait parmi les plus éminents sociologues des États-Unis à son décès en 1995, a eu une influence plus vaste sur le développement du concept de capital social que Bourdieu, en particulier en Amérique du Nord. Alors que Bourdieu s'inquiète de l'usage du capital social par les élites à des fins d'autoreproduction, Coleman démontre que le capital social peut être une ressource importante pour les autres groupes, notamment par ses études longitudinales sur les résultats scolaires dans les écoles secondaires publiques et catholiques de collectivités défavorisées. Selon Coleman (1990, p. 302), le capital social est :

« une série d'entités différentes qui ont deux éléments en commun : elles sont une partie constituante d'une structure sociale et elles facilitent toutes certaines actions des personnes qui font

partie de cette structure... Contrairement à d'autres formes de capital, le capital social est inhérent aux relations entre les personnes. Il ne se situe ni dans les individus ni dans les instruments physiques de production. » [*traduction*]

Les formes du capital social recensées par Coleman sont notamment les obligations et les attentes, le potentiel de l'information, les normes et les sanctions effectives, les relations d'autorité, l'organisation sociale dont on peut s'approprier et l'organisation intentionnelle. À l'inverse de Bourdieu, Coleman soutient que le capital social n'est pas le produit d'un investissement délibéré, mais plutôt le sous-produit d'autres activités.

La définition plutôt vague de Coleman et sa liste de formes très hétérogène – dont on peut dire qu'elle regroupe en fait des déterminants, des sources et des résultats du capital social – ont été critiquées par Portes (1998), selon qui elles seraient une source de confusion et de contradiction dans les documents consacrés au capital social. Coleman a également été attaqué pour son conservatisme et pour son insistance sur le rôle primordial que les structures familiales traditionnelles et la participation religieuse joueraient dans la génération d'un capital social tangible.

Toutefois, c'est à Coleman que l'on doit d'avoir présenté le concept aux publics nord-américains et d'en avoir amorcé l'étude empirique approfondie. Les travaux de Coleman décrivant comment le capital social est généré par des intervenants rationnels et comment il peut être utilisé par les parents pour satisfaire et affirmer les attentes familiales concernant leurs enfants dans des collectivités unies ont eu une influence considérable. De même, sa description des possibilités qui s'offrent aux intervenants d'investir rationnellement dans la confiance et la réciprocité (par la création et le respect répétés d'obligations importantes dans un réseau donné) a elle aussi eu une incidence profonde. Il convient de remarquer que sa préoccupation à l'égard de la confiance ne concerne pas la « confiance généralisée » abordée dans maints recueils de sciences politiques. Coleman se penche plutôt sur la façon dont les membres d'un réseau social créent des normes précises de réciprocité et de confiance qui ont peu ou pas de valeur hors de ce contexte. À cet égard, on cite souvent l'exemple des normes de confiance créées dans un réseau donné de marchands de diamants pour faciliter les relations commerciales, mais que les membres n'utilisent pas pour leurs relations hors de ce réseau (Edwards et Foley, 1998).

### **Robert Putnam**

Si Coleman a marqué le domaine de la théorie sociale, l'influence de Robert Putnam sur l'évolution des travaux consacrés au capital social a été énorme. Putnam est considéré comme le spécialiste en sciences sociales des années 1990 le

plus fréquemment cité. Les talents d'orateur de ce politologue de Harvard et son habileté à lier le concept à diverses grandes préoccupations se rattachant aux politiques publiques ont joué un rôle central dans la popularisation du capital social. Alors que Bourdieu et Coleman axaient leurs démarches sur le capital social aux niveaux individuel et familial, Putnam entreprenait d'étudier le concept à titre de caractéristique de grands ensembles. Son étude originale et féconde du capital social, intitulée *Making Democracy Work* (1993), était consacrée à l'efficacité comparative de l'administration régionale en Italie. Dans cet ouvrage, il définit le capital social comme « des caractéristiques de l'organisation sociale, telles les réseaux, les normes et la confiance, qui peuvent renforcer l'efficacité de la société en favorisant des actions coordonnées » (p. 167). Ses travaux ont captivé l'imagination des universitaires et du public à la suite de son court article de 1995 intitulé « Bowling Alone », dans lequel il étudiait la situation de l'engagement civique aux États-Unis. Il a plus tard consacré un livre complet, qui porte le même titre, au sujet (2000). Putnam soutient que le capital social en Amérique connaît un déclin à long terme, en raison d'une réduction des activités associatives liée à un changement de génération, à l'importance croissante de la télévision et à l'augmentation de la durée des déplacements quotidiens. Il met l'accent sur le rôle de ce genre d'activités associatives, lesquelles amènent régulièrement des gens qui se connaissent peu ou pas à se rencontrer et stimulent ainsi la coopération, la solidarité et le dévouement à l'intérêt public. Cela se traduirait selon lui par une réciprocité sociale et une confiance générales. Putnam soutient que le déclin du capital social (tel qu'il est mesuré par l'activité associative) est important car il est lié à plusieurs indicateurs du bien-être comme la santé, l'éducation et la prospérité. Putnam montre que les nations ayant les mesures les plus élevées en matière de capital social sont aussi celles qui ont les meilleurs indicateurs de bien-être.

Les travaux de Putnam ont suscité diverses critiques. On a notamment reproché à ses premières études d'être ethnocentriques et de ne pas tenir compte des sexes (notamment sa description des années 1950 comme l'âge d'or du capital social) et d'omettre de reconnaître l'« aspect négatif » du capital social, qui peut avoir des conséquences nuisibles. Son livre de 2000 répond toutefois à certaines de ces préoccupations en consacrant tout un chapitre aux effets néfastes du capital social (même si le livre dans son ensemble continue d'en souligner le potentiel positif). De même, dans ses travaux, il tente de répondre aux reproches selon lesquels ses observations reposeraient en fait non pas sur une diminution, mais sur un changement des tendances relatives à l'association (il a par exemple examiné le nombre de participants à certains groupes de jeunes, sans toutefois inclure les Guides, dont le nombre a augmenté de façon soutenue dans les années 1990 parallèlement à une refonte de l'organisation; d'autres font remarquer qu'il a omis les collectivités virtuelles et le consumérisme politique). Malgré cela, les critiques à son égard demeurent nombreuses.

Un autre point, peut-être plus important, lui est reproché : le lien qu'il établit entre la vie associative et la confiance sociale générale. À la différence de Coleman, Putnam ne se limite pas à la façon dont la confiance se forme entre les relations au sein des réseaux; il se concentre aussi sur la conversion de ce phénomène en une confiance sociale générale qui renforce l'efficacité de l'action collective par l'entremise d'institutions de régulation. On a critiqué Putnam pour sa tendance à restreindre à outrance la compréhension des réseaux sociaux en raison de l'importance qu'il accorde à la vie associative et du fait qu'il n'a pas démontré de façon empirique que la vie associative produit effectivement des niveaux plus élevés de confiance sociale générale, qui favorisent un gouvernement de meilleure qualité (en fait, certains travaux empiriques semblent même réfuter ce rapport de cause à effet). De même, certains l'accusent de manquer de rigueur et de précision dans sa conceptualisation du capital social comme un macro-phénomène de grands ensembles distinct du micro-contexte propre aux personnes et aux réseaux dont elles font partie (R.-U., 2001; Foley et Edwards, 1999; Edwards et Foley, 1998; Portes, 1998).

### **Recherches ultérieures**

D'innombrables études sur le capital social ont été menées au cours des dernières années, par divers intervenants en sciences sociales et en politiques publiques. Elles ont engendré l'extension de l'interprétation du capital social ou des démarches à tant d'aspects différents qu'il est désormais difficile de résumer les tendances qui s'en dégagent. Plusieurs auteurs se sont toutefois attelés à cette tâche. Parmi les nombreux documents sur le capital social et le développement économique, Woolcock et Narayan (2000, p.229 à 239) font une distinction entre quatre démarches d'examen du capital social :

- le point de vue communautariste, qui examine le capital social principalement en fonction de l'état de l'activité associative dans une collectivité donnée, en tenant pour acquis que le capital social doit être développé car on n'en tire que des avantages et en ignorant ses effets nuisibles;
- le point de vue des réseaux, qui étudie comment des combinaisons différentes de capital social (comme le capital social « qui unit » et celui « qui lie ») peuvent générer des effets positifs et négatifs;
- le point de vue institutionnel, selon lequel la vitalité des réseaux communautaires est le produit de l'environnement politique, juridique et institutionnel;
- finalement, la démarche privilégiée des auteurs, à savoir le point de vue synergique, qui tente de faire le lien entre le point de vue des réseaux et le point de vue institutionnel en reconnaissant la complémentarité possible des institutions publiques et des réseaux sociaux ainsi que l'incidence de l'efficacité des institutions sur les réseaux qui y sont intégrés (voir la

discussion consacrée à ces démarches dans le document d'information sur les mesures).

Adler et Kwon (2002, p. 19 à 21) classent les démarches récentes quelque peu différemment, en faisant remarquer que certaines démarches relatives au capital social sont axées sur les relations entretenues par un intervenant avec d'autres intervenants, alors qu'une deuxième catégorie de démarches se concentre sur la structure des relations entre les intervenants d'une collectivité et qu'un troisième groupe se consacre aux deux types de liens. Foley et Edwards (1999) proposent une autre perspective des différentes démarches à l'égard du capital social dans les documents existants. Dans leur examen de 45 études de toutes les disciplines des sciences sociales, ils constatent une répartition plus ou moins égale entre ceux qui considèrent le sujet comme une variable dépendante et ceux qui le traitent comme une variable indépendante. De même, on trouverait dans ce domaine deux optiques en proportions plus ou moins égales : ceux qui appliquent le concept essentiellement en fonction de normes et de valeurs et ceux qui utilisent des interprétations structurelles plus sociales.

Les maintes études sur le capital social ont attiré autant de critiques. Comme le fait remarquer Woolcock (2001, p. 13 et 14), le concept a été critiqué pour la faiblesse de sa substance et le fait que sa popularité s'explique tout simplement par un marketing efficace. Toutefois, l'auteur réfute cet argument en avançant que l'étude du capital social se serait déjà effondrée d'elle-même si le concept n'avait pas été étayé par un fondement empirique suffisamment rigoureux. Le marketing efficace du concept a aussi eu un effet négatif : inciter certains à tenter de profiter de la popularité du terme en l'employant à tort et à travers dans leurs travaux, alors même qu'ils ne comprenaient que vaguement de quelle façon le terme avait été élaboré par des spécialistes. Cependant, Woolcock soutient qu'une base cohérente et rigoureuse est en train de s'établir. Il attire notamment l'attention sur le consensus de plus en plus généralisé quant à la définition suivante du capital social : « les normes et les réseaux qui facilitent l'action collective » [*traduction*] (2001, p. 13). En fait, cette définition est très proche de celle de plus en plus populaire de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE, 2001, p. 41) : « réseaux, ainsi que normes, valeurs et convictions communes qui facilitent la coopération au sein de groupes ou entre ceux-ci ».

### **Les effets positifs et négatifs du capital social**

On reproche souvent à Bourdieu, à Coleman et à Putnam que leur exposé des conséquences ou des effets du capital social ne tient pas suffisamment compte de son incidence néfaste possible. Toutefois, à mesure que le domaine se développe, les effets éventuels font l'objet d'une étude plus attentive.

Adler et Kwon (2002, p.29 et 30) soulignent trois grands avantages du capital social : l'information, l'influence et la solidarité. Les réseaux sociaux facilitent la circulation de l'information. Les spécialistes en sciences sociales peuvent se renseigner sur les recherches les plus récentes par leurs interactions quotidiennes avec leurs collègues. Les personnes à la recherche d'un emploi peuvent, grâce à leurs contacts, être les premières informées de nouvelles occasions d'emploi. Grâce aux liens communautaires, les immigrants récents peuvent obtenir des renseignements essentiels à leur intégration sociale. Les réseaux sociaux peuvent aussi conférer un certain pouvoir et de l'influence – comme le décrit Coleman dans son exemple du « Senate Club » aux États-Unis où certains sénateurs, qui sont plus influents que d'autres en raison des obligations contractées à leur égard par des collègues, peuvent utiliser ce pouvoir pour faire approuver leur programme législatif. Selon ces auteurs, le troisième avantage serait le potentiel qu'aurait le capital social de stimuler la solidarité. En particulier, des normes sociales bien établies et les principes associés à un réseau social très uni peuvent favoriser le respect des règles et des coutumes locales et réduire ainsi le besoin de contrôles officiels.

Outre ces avantages, il y aurait plusieurs effets néfastes possibles. À l'évidence, certains réseaux sociaux, comme les cellules terroristes ou les activités mafieuses, peuvent utiliser leur capital social à des fins destructrices et indésirables. Portes (1998, p. 15 à 18) donne quatre autres exemples de conséquences négatives : l'exclusion des étrangers des ressources contrôlées par les membres du réseau, les demandes excessives faites aux membres qui ont réussi par des confrères moins assidus qui cherchent à profiter de leur succès dans des groupes marqués par un niveau élevé de solidarité, des restrictions aux libertés individuelles (en particulier dans les réseaux très unis) et le nivellement par le bas de normes qui pourraient empêcher les membres d'un groupe traditionnellement opprimé de participer pleinement à la vie sociale.

Même si les chercheurs commencent à peine à découvrir les conditions expliquant les variations des effets positifs et négatifs, il est clair que ces variations découlent entre autres des configurations diverses de différentes sortes de capital social. La section suivante est consacrée au classement selon ces diverses catégories.

### **Les formes du capital social**

Les réseaux sociaux qui forment le tissu du capital social peuvent avoir chacun une configuration différente, avec ses points forts et ses faiblesses propres. L'établissement des trois sortes de capital social suivantes s'est avérée particulièrement utile pour comprendre les sources et les effets du capital social : le capital social qui unit, le capital social qui lie et le capital social qui relie.

Putnam (2000, p. 22 et 23) insiste sur la distinction entre le capital social qui unit et celui qui lie. Le capital social qui unit désigne les relations au sein de groupes homogènes, comme ceux existant dans les sociétés d'aide mutuelle, les enclaves ethniques ou les cercles sportifs en vogue. Putnam compare les liens étroits tissés dans les réseaux denses et homogènes à un « ciment sociologique » et suggère qu'ils conviennent surtout pour fournir à leurs membres le soutien social et psychologique dont ils ont besoin pour « s'en tirer » dans leurs activités quotidiennes. Toutefois, cette forte loyauté de groupe peut facilement mener à certains effets néfastes relevés par Portes et cités dans la section précédente, comme l'exclusion des étrangers ou la restriction des libertés des membres du réseau.

En revanche, le capital social qui lie est plus hétérogène et dépasse les divisions sociales. Putnam suggère que cette forme de capital social est utile pour accéder à des ressources externes et pour la diffusion de l'information. Cette perspective s'appuie sur l'importance des « liens faibles » étudiés pour la première fois par Mark Granovetter dans les années 1970. De tels liens faibles vers des sources diverses peuvent, dans certaines situations (comme la recherche d'un emploi), être en fait plus utiles pour les personnes désireuses d'« arriver » que des liens étroits avec des parents ou des amis intimes. Putnam prend cependant soin de souligner qu'il ne faut pas voir dans le « capital social qui unit » et le « capital social qui lie » des catégories exclusives, mais plutôt des dimensions relatives en fonction desquelles différents réseaux peuvent être comparés.

Plusieurs chercheurs apprécient pour leur part l'utilité de la catégorie du capital social qui relie. Même si certains considèrent le capital social qui relie comme une forme de capital social qui lie, Woolcock (2001, p. 13) soutient que le capital social qui lie est essentiellement traité comme une catégorie horizontale d'interrelations, alors que le capital social qui relie reflète mieux une dimension verticale importante du capital social. Le capital social qui relie désigne donc des liens entre différents niveaux d'abondance et divers statuts sociaux. Woolcock indique que de tels réseaux sont essentiels pour mettre à profit les ressources, les idées et l'information provenant d'institutions officielles au-delà de la collectivité (ce qui est particulièrement important pour le développement économique).

Même si un grand nombre d'analystes jugent ces distinctions très utiles, celles-ci ne constituent pas une classification exhaustive. D'autres catégorisations du capital social peuvent faciliter les analyses, selon le contexte. Par exemple, Adler et Kwon (2002, p. 18) soulignent l'importance de la distinction entre les réseaux sociaux fondés sur des relations commerciales, ceux reposant sur des relations hiérarchiques et ceux s'appuyant sur des relations sociales. Étant donné les formes très variées que peuvent prendre les réseaux, les analystes commencent à peine à étudier les usages analytiques possibles des différentes catégorisations.

## Démarches relatives aux réseaux sociaux

Outre le consensus émergent selon lequel le tissu du capital social est composé de réseaux de relations sociales, Adler et Kwon (2002, p. 22 et 23) font remarquer qu'il existe des divergences profondes en ce qui concerne les aspects précis des réseaux sociaux qui formeraient le capital social. Les études sur les relations sociales du capital social se divisent en deux camps : celles qui mettent uniquement l'accent sur la structure officielle des liens qui composent le réseau et celles qui se penchent également sur la teneur ou la qualité de ces liens.

La démarche structurelle est privilégiée par les partisans de l'analyse des réseaux sociaux. Cette analyse est une discipline en soi depuis plusieurs décennies et les chercheurs dans ce domaine ont formulé plusieurs méthodes pour étudier les effets considérables de la configuration ou de la structure des relations au sein d'un réseau. Seilbert *et al.* (2001) donnent un aperçu utile de certaines des principales démarches dans ce domaine : la théorie des liens faibles (Granovetter, 1973), la théorie des trous structureaux (Burt, 1992) et la théorie des ressources sociales (décrite dans les travaux de Nan Lin). Même si ces démarches varient selon leur évaluation des structures de relations qui sont les plus utiles pour chaque résultat escompté, elles reposent toutes sur le principe selon lequel la configuration ou la structure des relations est à l'origine de ces résultats (ou de leur absence).

Toutefois, alors même que la structure des relations au sein des réseaux sociaux peut en soi produire des effets importants, il n'est pas évident que l'on puisse négliger d'étudier la nature de ces relations. Selon Adler et Kwon (2002), plusieurs études ont, par exemple, démontré que la nature des relations de travail (amicales ou purement professionnelles) entretenues par un gestionnaire peut influencer profondément sur son avancement. Un grand nombre d'analystes considèrent donc que les normes et les attitudes associées aux relations des réseaux contribuent autant que la structure des relations au sein d'un réseau aux avantages dérivés du capital social. La prise en compte de ce genre de normes est notamment conforme à la définition du capital social de l'OCDE citée plus haut. En fait, l'OCDE (2001) soutient que les normes de confiance sont autant une composante du capital social (c.-à-d. un élément des réseaux sociaux) qu'un produit du capital social.

Malheureusement, la volonté d'intégrer les normes, en particulier celles touchant la confiance et la réciprocité, à l'interprétation du capital social a également été à l'origine d'un débat et d'une confusion considérables dans les documents consacrés au capital social. Du point de vue de la mesure, tenter d'évaluer la nature ou la qualité des relations au sein d'un réseau social est une tâche bien plus ambitieuse que l'évaluation de la configuration ou de la structure de ces

relations. Par ailleurs, la prise en compte de normes et d'attitudes comme indicateurs du capital social, en l'absence de tout lien constaté avec des réseaux particuliers, pose un problème d'envergure, quoique très commun dans les travaux consacrés à la question. Il faut notamment éviter d'utiliser des mesures de la confiance sociale généralisée comme indicateurs du capital social. Savoir si la confiance sociale généralisée est effectivement un résultat du capital social est une question empirique à laquelle on n'a pas encore apporté de réponse satisfaisante. Au bout du compte, il faut effectuer un examen approfondi pour décider si les normes et les attitudes devraient être considérées simplement comme des déterminants ou des produits possibles du capital social, ou les deux, ou si elles constituent le capital social lui-même, tout comme la structure des relations d'un réseau.

Finalement, la question concernant ce que Adler et Kwon (2002, p. 26) appellent la « capacité », à savoir les compétences et les ressources des divers membres du réseau, occupe une place mal définie dans les interprétations du capital social. Une perspective restreinte (p. ex. celle de Portes, 1998) soutient que ces compétences ou ces ressources complètent le capital social, alors qu'une démarche plus globale voit en ces ressources une composante du capital social (comme le suggérait Bourdieu, 1986). Les partisans de ce point de vue plus général jugent le concept de capital social – qui est selon eux un bien accumulé – sans valeur en l'absence d'une estimation de l'utilité des divers liens. Par exemple, lorsqu'il s'agit d'obtenir un conseil médical, il n'existe un « bien de capital social » qu'à condition d'avoir un contact avec quelqu'un ayant les connaissances médicales voulues. Par ailleurs, certains analystes pourraient avancer que d'inclure les ressources dans le concept du capital social rendrait le concept trop large pour qu'il se prête à mesure et analyse.

### **L'importance du contexte**

On pourrait reprocher à certaines interprétations du capital social de manquer de fondement historique et de négliger de tenir compte des contextes particuliers auxquels des réseaux donnés sont associés. En effet, le contexte social, politique, économique et institutionnel général peut influencer considérablement sur la structure et les capacités des divers réseaux de capital social. Foley et Edwards (1999, p. 154) font remarquer que le capital social d'un quartier peut, par exemple, être renforcé ou affaibli par des formes diverses d'infrastructure sociale, comme les activités des agents immobiliers, les comptes rendus présentés dans les journaux locaux ou les programmes de police communautaire. Veenstra (2001, p. 77) soutient que les déséquilibres en matière de pouvoir qui se rattachent aux structures sociales les plus profondes (comme les relations entre les classes ou entre les sexes) et aux normes connexes sont rarement reconnus consciemment par les intervenants dans leurs interactions, alors qu'elles exercent

pourtant une influence considérable sur les formes du capital social dans lesquelles ces intervenants investissent ou auxquelles ils font appel. Compte tenu des rapports de force habituels dans l'environnement général, il est peu probable que le capital social soit réparti équitablement ou également et la valeur de son usage varie. Mentionnons, à titre d'exemple, les différences entre les sources et les utilisations du capital social auxquelles les femmes avaient accès dans les années 1950 au Canada et celles qui s'offrent aux Canadiennes aujourd'hui. Cela peut sembler évident, mais de nombreuses méthodes d'analyse du capital social négligent de reconnaître qu'il ne faut pas s'attendre à ce que les configurations et les formes prédominantes du capital social à un endroit donné demeurent inchangées dans le temps et dans l'espace.

## **Bibliographie**

- Adler, Paul S. et Seok-Woo Kwon. « Social Capital: Prospects for a New Concept », *Academy of Management Review*, vol. 27, n° 1 (2002), p. 17-40.
- Bourdieu, Pierre. « The Forms of Capital », dans J.G. Richards (dir.), *Handbook of Theory and Research for the Sociology of Education*, New York, Greenwood Press, p. 241-258, 1986.
- Burt, Ronald. *Structural Holes: The Social Structure of Competition*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1992.
- Coleman, James. *Foundations of Social Theory*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1990.
- Edwards, Bob, et Michael Foley. « Social Capital and Civil Society Beyond Putnam », *American Behavioral Scientist*, vol. 42, n° 2 (1998).
- Field, John. *Social Capital*, Londres, Routledge, 2003.
- Foley, Michael et Bob Edwards. « Is it Time to Disinvest in Social Capital? », *Journal of Public Policy*, n° 19 (1999), p. 141-173.
- Granovetter, Mark. « The Strength of Weak Ties », *American Journal of Sociology*, n° 78 (1973), p.1360-1380.
- Grootaert, Christiaan et Thierry van Bastelaer. « Understanding and Measuring Social Capital: A Synthesis of Findings and Recommendations from the Social Capital Initiative », Forum Series on the Role of Institutions in Promoting Economic Growth, 2002.
- Jacobs, Jane. *Déclin et survie des grandes villes américaines*, Liège, Pierre Mardaga, 1961.
- Johnson, Cathleen. (2002). « A Model of Social Capital Formation », Social Research and Demonstration Corporation, photocopié, 2002.
- Lin, Nan. *Social Capital : a theory of social structure and action*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.
- Loury, Glen. « A Dynamic Theory of Racial Income Differences », dans P.A. Wallace et A. LeMund (dir.), *Women, Minorities, and Employment Discrimination*, Lexington (Mass.), Lexington Books, 1977.

- 
- Morrow, Virginia. « Young people's explanations and experiences of social exclusion: retrieving Bourdieu's concept of social capital », *International Journal of Sociology and Social Policy*, vol. 21, n<sup>os</sup> 4/5/6 (2001), p.37-63.
- OCDE. (Organisation de coopération et de développement économiques). *Du bien-être des nations : le rôle du capital humain et social*, Paris, OCDE, 2001.
- Portes, Alejandro. « Social Capital: Its Origins and Applications in Modern Sociology », *Annual Review of Sociology*, n<sup>o</sup> 24 (1998), p. 1-24.
- Putnam, Robert. *Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy*, Princeton (N.J.), Princeton University Press, 1993.
- Putnam, Robert. « Bowling Alone: America's declining social capital », *Journal of Democracy*, n<sup>o</sup> 6 (1995), p. 65-78.
- Putnam, Robert. *Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community*, New York, Simon and Schuster, 2000.
- Royaume-Uni (Office for National Statistics). *Social Capital: A review of the literature*, 2001.
- Seibert, Scott E., Maria L. Kraimer et Robert C. Liden. « A Social Capital Theory of Career Success », *Academy of Management Journal*, vol. 44, n<sup>o</sup> 2 (2001), p. 219-237.
- Uphoff, Norman. « Understanding Social Capital : Learning from the analysis and experience of participation » Mansholt Graduate School Seminar (2000),  
<http://www.sls.wau.nl/mi/Activities/Papers/default.htm> consulté le 30 juillet 2003.
- Veenstra, Gerry. « Capital social et santé », *Isuma : revue canadienne de recherche sur les politiques*, vol. 2, n<sup>o</sup> 1 (2001), p. 82-92.
- Woolcock, Michael. « Le rôle du capital social dans la compréhension des résultats sociaux et économique », *Isuma : revue canadienne de recherche sur les politiques*, vol. 2, n<sup>o</sup> 1 (2001), p. 11-18.
- Woolcock, Michael et Deepa Narayan. « Social Capital: Implications for Development Theory, Research and Policy », *The World Bank Research Observer*, vol. 15, n<sup>o</sup> 2 (2000), p. 225-249.





Atelier sur le capital social  
Juin 2003

*Document d'information sur  
la mesure*





---

## Introduction

On l'a déjà signalé dans d'autres documents d'information de la présente série : des chercheurs de nombreuses disciplines et des milieux chargés de l'élaboration des politiques dans plusieurs pays semblent s'intéresser vivement aux effets positifs de la participation à des groupes et à des réseaux sociaux. Selon eux, cette participation peut accroître le bien-être individuel, collectif et social. Ainsi, conjugué à une information pertinente, le concept de capital social peut offrir une optique très instructive pour élaborer et ajuster des programmes et des politiques dans des domaines tels que le développement économique, la participation au marché du travail, l'intégration des immigrants, le multiculturalisme et la diversité, la jeunesse en transition, la prévention du crime, les effets sur la santé, les communautés autochtones et l'engagement civique.

Néanmoins, pour l'instant, le capital social demeure un concept difficile à traduire dans la pratique en ce qui a trait à l'élaboration des politiques publiques. Le problème tient en partie de la difficulté à définir et à mesurer le capital social, à établir des distinctions entre ses diverses formes (par exemple le capital social qui unit, celui qui lit et celui qui relie) et à évaluer ses effets sur d'autres indicateurs de rendement. Cette problématique constitue essentiellement la logique qui sous-tend le projet interministériel de recherche sur les politiques traitant du capital social comme instrument des politiques publiques. Le projet a pour objectif d'élaborer un cadre rigoureux d'analyse et de mesure du capital social; il vise aussi à évaluer l'utilité de ce concept pour l'élaboration des politiques et à formuler des recommandations à cet égard.

Le présent document aborde les questions de mesure liées au concept de capital social. Quels sont les divers cadres d'analyse ou méthodes permettant de mesurer le capital social? À la lumière des théories actuelles, que faut-il essayer de mesurer exactement et à quel degré? Quelles sources d'information sont maintenant disponibles ou le seront bientôt? Que fait-on à l'échelle internationale? Quelles données devrait-on recueillir à l'avenir? Le document traite de ces questions et en pose d'autres pour stimuler la discussion.

Grâce aux renseignements recueillis au cours de consultations, le projet sur le capital social du PRP donnera lieu à un document de travail proposant un cadre d'analyse détaillé. Ce cadre sera présenté, soumis à la critique et raffiné au cours des mois à venir; parallèlement, les options de collecte des données pour l'avenir feront l'objet d'une évaluation. Au terme de la démarche, il sera possible de formuler des recommandations concrètes concernant les futures collectes de données. De plus, l'élaboration d'un cadre d'analyse inspiré des théories actuelles permettra à l'ensemble des chercheurs en politiques publiques fédérales

d'appliquer de façon cohérente les concepts relatifs au capital social à des questions clés des politiques publiques.

### **Vers une approche cohérente de la mesure du capital social**

Il est entendu que ce que l'on choisit de mesurer dépend de la définition du capital social retenue et du cadre d'analyse à l'intérieur duquel cette définition est conceptualisée. Des définitions variées sont utilisées dans différents contextes et elles sont rarement accompagnées d'un cadre d'analyse théorique explicite. Jusqu'à présent, la collecte des données officielles s'est faite de façon inclusive, en fonction des dimensions variées du capital social relevées dans la littérature. Bien que cette approche multidimensionnelle soit efficace pour intégrer les différentes définitions, on risque de perpétuer l'ambiguïté du concept et de nuire à son utilité potentielle.

L'Office for National Statistics (ONS) (R.-U., 2003b) du Royaume-Uni a créé une typologie thématique destinée à organiser les données retenues pour étudier le capital social. Statistique Canada s'est prêté à un exercice similaire en classant ses données en fonction des mêmes dimensions (Bryant et Norris, 2002). Le résultat constitue un point de référence utile aux lecteurs qui s'intéressent aux sources des données officielles sur le capital social actuellement disponibles. Ces catégories thématiques, inspirées de celles de Bryant et Norris, sont sommairement décrites ci-dessous.

**Thème 1 : participation sociale et engagement civique :** le premier thème se rattachant au capital social englobe les actions telles que la participation dans des organismes bénévoles, la participation à des clubs sociaux, l'action politique et l'engagement civique, l'aide à autrui et le sens d'appartenance à sa communauté.

**Thème 2 : niveau de renforcement de l'autonomie :** le deuxième thème traite de la satisfaction personnelle et de la perception d'une personne de la maîtrise qu'elle peut exercer sur sa vie et sur les événements qui l'affectent. Ce thème porte aussi sur l'estime de soi et sur la confiance en soi et sur la façon dont cette assurance permet à une personne de mener une vie satisfaisante, peut-être grâce à la création de réseaux et de liens sociaux aboutissant à du capital social.

**Thème 3 : perception de la communauté :** le troisième thème s'attache à la satisfaction à l'égard de la communauté de résidence. Ce thème englobe les services disponibles, le sentiment de sécurité et la perception du taux de criminalité dans le voisinage, la satisfaction à l'égard de la qualité de vie, notamment en ce qui concerne la pollution par le bruit et la propreté de l'environnement.

**Thème 4 : réseaux sociaux, soutien social et interaction sociale :** ce thème tend à recueillir le plus large consensus dans les discussions sur la mesure du capital social. La réflexion porte sur les réseaux sociaux, notamment les relations amicales et familiales, les systèmes de soutien et la profondeur des relations personnelles. L'interaction avec autrui est l'élément clé de ce thème et les bénéfices tirés des relations personnelles se traduisent par un accroissement ou un maintien du capital social.

**Thème 5 : confiance, réciprocité et inclusion sociale :** le thème final est axé sur la confiance et sur la réciprocité – la confiance envers autrui et envers les institutions. Le sujet de la confiance se rapporte à des indicateurs de la perception qu'ont les personnes de l'équité dans la vie, notamment en ce qui a trait à la discrimination, à la confiance envers autrui, à la confiance envers les institutions et les services publics et à la perception des valeurs communes. Certains considèrent la confiance comme un indicateur du capital social au sens où nous puisons tous dans cette ressource pour entretenir des relations personnelles et interagir avec autrui. Bien qu'on ne puisse clairement affirmer que la confiance est une condition préalable à la création de réseaux sociaux et à la participation à la vie sociale, ou vice versa, la confiance est un concept important associé au capital social.

Ces catégories font intervenir divers ensembles de concepts (qui recouvrent les déterminants, les composantes et les effets du capital social) et divers niveaux implicites d'analyse. Idéalement, on élaborerait un cadre d'analyse cohérent, fondé sur la théorie, qui pourrait expliciter les mécanismes sous-jacents au capital social en distinguant les composantes actuelles du capital social de ses déterminants et de ses effets.

Le présent document laisse entendre que nous devons effectuer des choix stratégiques concernant les définitions et les niveaux d'analyse pour que le concept de capital social ait une application utile en recherche et en élaboration des politiques : cette préoccupation est au cœur du projet sur le capital social comme instrument des politiques publiques. Nous procéderons à ces choix au cours des prochains mois en consultant nos partenaires des ministères et des experts à l'extérieur du gouvernement. Cependant, nous posons déjà que l'approche la plus rigoureuse et la plus rattachée à la théorie est celle qui est fondée sur les personnes, les réseaux dont elles font partie et les caractéristiques structurelles et qualitatives de ces relations personnelles.

Examinons maintenant quelques écoles de pensée représentatives des principales façons de concevoir et de mesurer le capital social. Nous emprunterons d'abord une typologie décrite par Woolcock et Narayan (2000) qui identifie les approches

axées sur les réseaux sociaux, sur les communautés, sur les institutions et sur la synergie. Nous étudierons ensuite quelques cadres de mesure mis de l'avant sur la scène internationale. Au cours des discussions subséquentes, nous serons plus en mesure de dégager la conceptualisation du capital social qui convient le mieux dans le contexte canadien et les domaines les plus susceptibles de porter fruit dans l'application de ce concept en politiques publiques. Nous pourrions donc élaborer une stratégie efficace pour le mesurer.

### ***Approches basées sur le communautarisme***

La vision axée sur le communautarisme se penche sur diverses formes de participation. Cette approche correspond principalement au thème 1 de la typologie de l'ONS, et dans une certaine mesure, aux thèmes 2, 3 et 5. Selon Woolcock et Narayan (2000), la perspective communautariste considère que la participation dans des organismes locaux, tels des clubs, des associations et d'autres groupes civiques, est bénéfique en soi; plus l'engagement est grand, meilleurs sont les résultats. Le point faible de cette perspective vient du fait qu'il est difficile de distinguer entre le « bon » et le « mauvais » capital social et qu'on présume que tous les membres d'une collectivité donnée bénéficient de cette participation. En réalité, les collectivités sont loin d'être homogènes et de hauts niveaux de participation peuvent, dans les faits, perpétuer des clivages indésirables.

Comme l'indique l'inventaire des données retenues par Statistique Canada (Bryant et Norris, 2002), de nombreuses sources fournissent de l'information sur les diverses formes d'engagement social. Les adhésions et la participation à différents groupes sociaux sont un sujet d'intérêt en soi, mais la question de savoir si une telle participation constitue du capital social reste à débattre.

### ***Approches axées sur l'analyse de réseaux***

L'analyse de réseaux étudie les aspects structurels des réseaux sociaux. Lin (2001a, p. 12), par exemple, définit le capital social comme « l'accès aux ressources disponibles dans une structure sociale ou la mobilisation de celles-ci dans un but précis » [*traduction*]. Lorsque le capital social est associé aux ressources présentes dans les réseaux, la réflexion porte principalement sur deux domaines. Le premier englobe les ressources enchâssées dans un réseau donné, telles que l'argent ou l'influence, et qui sont accessibles à plusieurs membres du réseau. Le second est axé sur les emplacements des réseaux; l'intérêt porte sur la distance entre la personne et des ressources ou sur son accès à des ressources clés grâce à des « ponts ». Selon cette approche, la mesure de la solidité de ces liens est un facteur important.

D'autres caractéristiques des réseaux (par exemple la taille, la densité, l'homogénéité) sont parfois prises en compte dans l'analyse de réseaux, bien que

les mesures de ces autres dimensions ne soient pas universellement acceptées comme des composantes essentielles du capital social. Un modèle de formation du capital social, mis en œuvre dans le projet Community Employment Innovation du Cap-Breton, utilise ces dimensions pour vérifier si les relations personnelles constructives sont fonction de la grandeur, de la diversité et de l'hétérogénéité des réseaux (Johnson, 2003).

Selon les analystes de réseaux, la personne est le centre d'intérêt et le point de référence. Parmi les méthodes fréquemment utilisées dans les approches axées sur l'analyse de réseaux, il y a les études de la saturation, les techniques de sondage par noms et de sondage par titres de postes. L'approche axée sur l'étude de la saturation est réalisable dans une étude de cas succincte et bien délimitée, lorsque le plan du réseau est entièrement connu. En ce qui concerne les grands réseaux, la personne (ou ego) constitue le point de référence à partir duquel on recense diverses relations personnelles. Dans la technique de sondage par noms, on demande à des personnes de décrire leurs liens et leurs relations interpersonnelles et de fournir des renseignements sur les ressources disponibles dans leurs réseaux. La technique de sondage par titres de postes consiste à demander à des personnes si elles connaissent les gens qui occupent un ensemble de postes ou d'emplois prédéterminés (par exemple un élu, un médecin, un plombier), jugés importants pour l'accès à diverses ressources dans un contexte donné. Dans une méthode connexe, soit la technique de sondage par ressources, on dégage d'abord les diverses ressources dont une personne peut puiser pour ensuite trouver quel type de contact permet d'y puiser.

Les partisans de l'analyse de réseaux soutiennent que cette approche « serrée » pour mesurer le capital social est la seule façon de faire : « Sans l'arrimage du capital social aux réseaux sociaux et aux ressources qui y sont enchâssées, soutient-on, le concept risque de s'évanouir : ses définitions, s'élargissant sans cesse, deviennent déconcertantes et ses applications concrètes relèvent de l'utopie. [*traduction*] » (Lin, 2001a, p. 23). Les détracteurs affirment cependant que le champ d'intérêt de l'analyse de réseaux est trop limité et ignore des dimensions qualitatives et contextuelles importantes, qui sont essentielles à la compréhension et à l'explication de phénomènes sociaux.

### **Approches axées sur les institutions**

Les approches axées sur les institutions se concentrent sur les milieux politique, juridique et institutionnel comme conditions déterminantes des relations sociales dans une communauté ou dans une société. Les efforts de recherche et de mesure sont surtout orientés vers l'étude de la qualité de l'infrastructure institutionnelle.

Cette école de pensée présente fréquemment des études de cas qualitatives qui examinent les antécédents historiques et culturels des États et des sociétés civiles,

et les interactions entre ceux-ci. Une autre méthode caractéristique de cette approche utilise de l'information quantitative pour étudier les rapports entre les structures et les actions gouvernementales, les clivages à l'intérieur de la société civile et le rendement économique. Les approches institutionnelles ont tendance à s'intéresser aux conditions préalables à la formation du capital social – notamment les contextes historique et culturel – et établissent des liens entre celles-ci, des indicateurs d'interaction sociale (par exemple le vote, la participation à des groupes sociaux, le sens d'appartenance) et des résultats économiques (par exemple le rendement économique, l'emploi), provenant habituellement de la macroéconomie.

Cette approche est particulièrement courante dans les contextes de développement. Toutefois, comme Woolcock et Narayan (2000 : 235) le soulignent, il y manque la composante microéconomique. « En recueillant des données statistiques à grande échelle qui démontrent l'importance du capital social, on perd les subtilités, la richesse et l'énorme variation des situations glanées dans les études de cas individuels des différents pays... » [*traduction*].

### ***Approche axée sur la synergie***

Finalement, Woolcock et Narayan (2000) décrivent une vision « synergique » du capital social, qui intègre les éléments des approches axées sur les réseaux et sur les institutions. Dans cette approche, la synergie entre le gouvernement et l'action des citoyens est fonction de la complémentarité des deux secteurs (relations de soutien mutuel entre les secteurs public et privé) et de l'enchâssement de l'un dans l'autre (la nature et l'étendue des liens entre les citoyens et les représentants du secteur public). La vision axée sur la synergie s'intéresse donc aux types de capacité communautaire et de fonctionnement d'un État, et à leurs combinaisons.

Vue sous cet angle, la principale tâche des chercheurs intéressés à mesurer le capital social est d'identifier la nature et l'étendue des rapports sociaux dans une communauté et des institutions officielles, puis d'observer les interactions.

## **Mesure du capital social dans d'autres pays**

### ***Royaume-Uni***

Le Royaume-Uni s'est employé activement à étudier les répercussions du capital social sur les politiques publiques et à élaborer un cadre d'analyse permettant de le mesurer. Comme Woolcock et Narayan, l'Office for National Statistics (ONS) suggère que le capital social est un concept multidimensionnel et qu'une seule mesure ne peut donner une image complète de la situation. L'ONS a adopté la définition de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) comme définition opérationnelle :

« réseaux, ainsi que normes, valeurs et convictions communes qui facilitent la coopération au sein des groupes ou entre ceux-ci. »

En adoptant cette définition, l'ONS indique que le capital social est une ressource collective plutôt qu'individuelle, le terme « ressource » étant défini comme un atout ou une réserve dont on peut puiser. La définition met l'accent sur les réseaux officiels et officieux et l'ONS reconnaît et distingue dans ces réseaux le capital social qui unit, le capital social qui lie et le capital social qui relie. La définition englobe des éléments de nature subjective comme les « normes, valeurs et convictions communes ». L'inclusion du terme « groupes » met encore l'accent sur la ressource collective du capital social, dont disposent les personnes ou les groupes.

Une adaptation de la typologie employée par l'ONS a été évoquée plus haut. Comme nous l'avons déjà mentionné, ces trois dimensions visent l'engagement social, les réseaux sociaux et le soutien social; la réciprocité et la confiance; l'engagement civique et les opinions partagées par une communauté. L'ONS a aussi classé les données actuelles en fonction de cette typologie, effectué une analyse des diverses questions de l'étude et dégagé les divergences. Pour faire suite à ce travail, un questionnaire pilote d'une étude sur les perceptions de la communauté est actuellement à l'essai sur le terrain.

### **Australie**

L'Australie s'est aussi employée à conceptualiser et à mesurer le capital social. En 2000, l'Australian Bureau of Statistics (ABS) a élaboré et proposé un cadre d'analyse pour mesurer le capital social et, depuis, de nombreuses consultations ont eu lieu à ce sujet. Initialement, l'ABS avait suggéré une définition, mais il a maintenant adopté celle de l'OCDE. Le travail de l'ABS incorpore aussi le capital social qui unit, le capital social qui lie et le capital social qui relie. Le cadre d'analyse situe d'abord le capital social en relation avec d'autres formes de capital (capital naturel, produit par l'économie et humain). Il traite ensuite du capital social en tant que réseaux (type, structure, composition, qualités et transactions), tout en reconnaissant les influences du milieu (culturel, politique, juridique et institutionnel) et en distinguant les effets positifs des effets négatifs du capital social.

Les indicateurs sont élaborés dans la perspective du soutien à un processus décisionnel fondé sur la preuve. Les indicateurs sont choisis et élaborés en tenant compte de l'unité d'analyse et des niveaux appropriés de regroupement. À ces égards, la personne s'est révélée l'unité d'analyse qui se prête le mieux à la collecte de données (par sondages auprès des ménages), avec un regroupement des réponses en fonction d'ensembles plus larges comme des régions

géographiques ou des groupes démographiques. À court terme, l'étude des collectivités locales à titre d'unité d'analyse n'est pas faisable, mais les efforts visant à recueillir de l'information à ce niveau se poursuivent. Une fois que le cadre d'analyse proposé aura été adopté, des indicateurs qui correspondent aux éléments de ce cadre seront élaborés. L'ABS concentrera ses efforts sur le développement d'indicateurs mesurant les données sur une grande échelle et permettant de comparer différentes sous-populations et régions géographiques au sein d'un pays et avec d'autres pays; ils serviront éventuellement de données de référence pour des études locales.

Un cadre d'analyse complet destiné à mesurer le capital social a aussi été élaboré par des chercheurs de l'Australian Institute of Family Studies et est mis en œuvre dans le cadre du projet Families, Social Capital and Citizenship (Stone, 2001). Pour les besoins de l'étude, « le capital social se définit en tant que réseaux de relations sociales caractérisées par des normes de confiance et de réciprocité » [*traduction*] (Stone, 2001, p. 4). Par conséquent, en mettant l'accent sur la structure des relations sociales (c.-à-d. les réseaux) et les éléments qualitatifs de ces relations (c.-à-d. les normes de confiance et de réciprocité), le capital social devient un concept opérationnel. Ces caractéristiques sont reconnues comme des composantes essentielles du capital social et se distinguent des déterminants du capital social (par exemple les caractéristiques personnelles, familiales et communautaires; les attitudes et les valeurs; les ressources) et de ses effets (les dimensions relatives au bien-être à des degrés variés et la qualité de la vie civique). Le cadre propose un traitement rigoureux des éléments de ces composantes essentielles et des options pour les mesurer (Stone et Hughes, 2002).

### ***Nouvelle-Zélande***

Le cadre suggéré pour mesurer le capital social en Nouvelle-Zélande adopte une approche quelque peu différente. Inspiré largement du travail de James Coleman et des notions holistiques maories, ce cadre comprend quatre composantes majeures :

- les comportements (ce que les gens font);
- les attitudes et les valeurs (ce que les gens ressentent);
- les groupes démographiques (ce que les gens sont);
- une composante organisationnelle globale (les structures sociales à l'intérieur desquelles les composantes mentionnées opèrent).

Ce cadre sert à organiser des mesures et des indicateurs variés suggérés, ainsi que des méthodes et des sources proposées pour les élaborer. Statistics New Zealand (Spellerberg, 2001) l'a publié pour stimuler la discussion, mais il ne l'a pas officiellement adopté ou mis en œuvre.

### **Irlande**

Dans un rapport publié récemment en Irlande, le National Economic and Social Forum (2003) adopte la définition du capital social de l'OCDE, en soulignant sa flexibilité et son caractère global qui attire l'attention sur les relations sociales en tant que ressources de la collectivité. À son avis, la définition cadre avec une approche des politiques publiques qui conçoit le capital social comme un bien collectif et qui se penche sur les problèmes d'inégalité sociale et d'exclusion. Ainsi, le capital social est perçu comme un ensemble de ressources inhérentes aux collectivités, aux réseaux et aux relations sociales.

Le rapport contient un profil statistique dans lequel des indicateurs relatifs à plusieurs variables – notamment le sexe, l'âge, l'éducation, le statut d'emploi et la grandeur de la localité – sont présentés dans un tableau à double entrée. Ces indicateurs sont classés en fonction de thèmes qui correspondent approximativement à la typologie de l'ONS (R.-U.) : l'engagement dans des organismes communautaires / le bénévolat; l'efficacité communautaire; la participation politique / civique; les réseaux informels de soutien social; les normes de confiance et de réciprocité. Le rapport met l'accent sur l'élaboration d'un cadre général des politiques publiques et recommande qu'un module sur le capital social soit intégré au sondage national trimestriel auprès des ménages que mène le Central Statistics Office.

### **États-Unis**

À l'instar d'autres pays, il existe aux États-Unis diverses études qui ont recueilli de l'information reliée au capital social, mais sans cadre d'analyse commun, notamment le National Crime Victimization Survey, l'Adult Education and Lifelong Learning Survey, l'American Community Survey (débutant en 2003), l'American Time Use Survey, le General Social Survey et l'American National Election Survey. Plus récemment, le gouvernement fédéral a collaboré avec Robert Putman à la conception d'un complément au Current Population Survey du Census Bureau, afin de mesurer les dimensions du capital social.

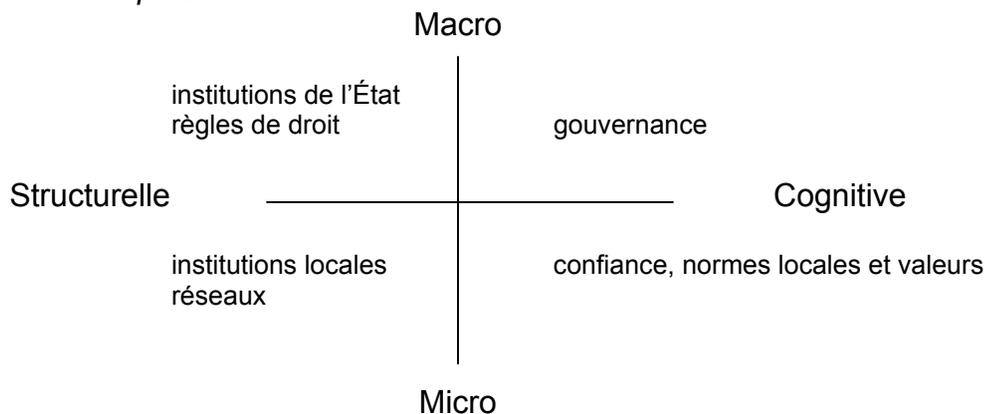
À l'extérieur du gouvernement, dans le cadre de son travail avec le Saguaro Seminar sur l'engagement civique en Amérique, Robert Putman a conçu le Social Community Benchmark Survey. Cette étude comporte un échantillon de 3 000 adultes, représentatif de la population des États-Unis, en plus d'échantillons locaux comptant un total de 26 700 adultes. L'étude principale a été effectuée en 2000 et des études de comité plus succinctes ont été menées en 2001 et en 2002. Les indicateurs proviennent de la définition du capital social de Putman (les réseaux sociaux, les normes de réciprocité qui y sont associées et la confiance qui émane de tels réseaux). Ce sondage représente l'étude la plus étendue jusqu'à présent sur l'engagement civique des Américains, plus

précisément sur les relations entre la famille, les amis, les voisins et les institutions civiques aux échelons local et national.

### **Banque mondiale**

La Banque mondiale a lancé l'Initiative sur le capital social (ICS) en 1996 afin « d'évaluer les répercussions du capital social sur l'efficacité des projets de développement et de contribuer à l'élaboration d'indicateurs de suivi du capital social et de méthodes servant à mesurer ses effets » [*traduction*] (Grootaert et van Bastelaer, 2002). La SCI a financé une douzaine de projets destinés à mettre en pratique des stratégies de mesure variées. Un cadre d'analyse a émergé de ces projets; il met l'accent sur deux dimensions : la portée du capital social (micro, méso et macro) et ses formes (cognitive et structurelle). Une troisième dimension (Woolcock et Narayan, 2000) distingue les trois formes suivantes : le capital social qui unit, le capital social qui lie et le capital social qui relie.

### *Dimensions du capital social*



Source : Grootaert et van Bastelaer, 2002.

### **Organisation de coopération et de développement économiques**

L'OCDE s'est efforcée de concevoir des indicateurs du capital social comparables à l'échelon international. En collaboration avec l'ONS (R.-U.), elle a orchestré l'International Conference on the Measurement of Social Capital, à Londres, en septembre 2002. Les rapports nationaux et les discussions y ont donné lieu à un échange considérable d'information entre les membres de la communauté internationale de la recherche sur les politiques publiques qui s'intéressent à la mesure du capital social.

Un atelier de suivi s'est tenu à Budapest en mai 2003. L'objectif était de formuler des lignes directrices pour l'élaboration d'indicateurs du capital social qui seraient comparables à l'échelon international. Ces indicateurs devaient se concevoir en fonction des quatre dimensions suivantes : l'engagement social, les

réseaux et le soutien social, la confiance et la réciprocité, et l'engagement civique. Les suggestions reçues lors de cet atelier sont reprises dans une ébauche des lignes directrices sur la mesure de ces dimensions du capital social, comparable à l'échelon international. On prépare aussi une proposition pour inclure un module relatif au capital social dans l'International Social Survey Programme de 2006.

## **Mesure du capital social au Canada**

Comme on l'a déjà signalé, l'expérience canadienne en mesure du capital social est bien expliquée par Bryant et Norris (2002), qui décrivent diverses données retenues en fonction des cinq dimensions utilisées par l'ONS (van Kemenade, 2003, fait aussi le point sur les sources de données disponibles). Parmi les sources les plus directement pertinentes, il y a le Cycle 17 de l'Enquête sociale générale (GSS) sur l'engagement social. En tenant compte de plusieurs dimensions, cette enquête pose diverses questions d'intérêt pour les chercheurs sur le capital social. Elle pourra produire des estimations fiables à l'échelon provincial et appuiera l'analyse de ces indicateurs du capital social par l'étude de groupes démographiques précis et d'autres facteurs importants. Ainsi, un profil statistique de diverses dimensions du capital social au Canada sera bientôt disponible. L'étude est actuellement en cours sur le terrain et des résultats du GSS sur l'engagement social seront présentés au printemps 2004.

Une étude longitudinale des immigrants au Canada a recueilli de l'information exhaustive au sujet des réseaux sociaux et du soutien offert aux nouveaux arrivants au Canada. Cette étude a terminé sa première vague de collecte de données en 2002 et des résultats sur les données de départ initiales sont attendus plus tard en 2003. Des cycles subséquents de l'étude comporteront un module élargi sur les relations sociales et répondront à quelques questions de recherche importantes et pertinentes en matière de politiques publiques. Ces questions traitent des moyens que prennent les nouveaux immigrants pour s'adapter au Canada. D'autres sources « officielles » s'avéreront utiles, à savoir d'autres cycles de l'Enquête sociale générale, l'Enquête nationale sur le don, le bénévolat et la participation, l'Enquête nationale sur la santé de la population, l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes, l'Enquête sur la diversité ethnique et l'Enquête sur l'alphabétisation des adultes et habiletés fondamentales.

Une autre source digne de mention a été constituée par les chercheurs de l'Université de la Colombie-Britannique. La Equality, Security and Community Survey, financée par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSHC), analyse un échantillon pris au hasard à partir des résultats d'une enquête téléphonique auprès de 5 000 Canadiens adultes sur la société civile et sur la formation du capital social. En outre, cette enquête comprenait un

suréchantillon de personnes provenant des destinations principales des immigrants au Canada (Toronto, Vancouver et Montréal) ainsi qu'un suréchantillon de personnes vivant dans plusieurs collectivités des scieries de la Colombie-Britannique.

### ***Constitution de données futures***

En dépit du grand nombre d'enquêtes, les sources de données actuelles ne peuvent vraisemblablement satisfaire tous les besoins en matière de recherche sur les politiques publiques. Les concepts présentés dans ces sources ont été élaborés indépendamment et leur fondement théorique manque souvent de clarté. Quelles données recueillerions-nous dans un monde idéal? Elles dépendraient de l'application pratique et du cadre élaboré. Des indications suggèrent un besoin de données au niveau micro, données que les sources actuelles ne peuvent fournir. On entend par ce terme des renseignements détaillés sur la nature et l'étendue des réseaux personnels, leurs caractéristiques et les ressources accessibles grâce aux relations sociales dans ces réseaux. Par ailleurs, la possibilité de suivre l'évolution du capital social au fil du temps, à l'aide de mesures longitudinales, est essentielle à la compréhension des rapports entre les différents effets (par exemple sur l'économie, sur la société, sur la santé). Cette information, liée à des mesures précises des effets dans le temps, offrirait aux chercheurs en politiques publiques un ensemble extrêmement puissant d'instruments d'analyse.

La collecte de renseignements thématiques ciblés peut aussi s'avérer importante. Ce type de renseignements servirait à étudier des groupes particuliers (par exemple la jeunesse, les nouveaux immigrants, les Autochtones) ou des domaines précis des politiques publiques (par exemple le marché du travail, la santé, la justice). Des enquêtes variées, à la fois thématiques et longitudinales, existent déjà et peuvent incorporer un contenu additionnel sur le capital social. Ces autres sources comprennent l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes, l'Enquête auprès des jeunes en transition, l'Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada, l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu, et l'Enquête nationale sur la santé de la population. Enfin, une réflexion préliminaire suggère aussi qu'un module sur le capital social, adapté en fonction de besoins précis, pourrait être occasionnellement ajouté au cadre d'une grande enquête (par exemple l'Enquête sur la population active, l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes). Cette méthode permettrait de suivre l'évolution du capital social au fil du temps et d'obtenir des estimations à l'échelon sous-provincial.

---

**Données sur une étude de faisabilité**

Le projet interministériel / PRP sur le capital social comme instrument de politique publique procède à une étude de faisabilité qui évalue les options pour la collecte future de données. Grâce à un cadre d'analyse fondé sur la théorie, cette étude pourrait aboutir à la formulation d'un ensemble de questions adaptables et incorporées de façon régulière aux questionnaires d'enquête actuels. Ces questions pourraient peut-être aussi servir de point de départ à de nouvelles activités de collecte de données.

L'étude est bien amorcée pour ce qui est de faire le point sur les sources et les questions actuelles relatives au capital social. Une série d'ateliers et de consultations auprès d'experts et d'ateliers servira à réunir des renseignements sur les options concernant les futures collectes de données. Par exemple, un atelier de consultation interministériel principalement consacré aux questions de concept et de mesure s'est déroulé le 19 juin 2003. De plus, la conférence PRP-OCDE, « The Opportunity and Challenge of Diversity: A Role for Social Capital? » (Montréal, novembre 2003) prévoit des ateliers sur les sources de données et les questions de recherche avec des experts du milieu universitaire et de la recherche en politiques publiques.

Parallèlement aux activités axées sur le contenu, le projet de faisabilité entreprendra une analyse détaillée des options méthodologiques (c.-à-d. le cadre, l'échantillon, la conception de l'enquête) pour les futures collectes de données. Voici quelques-unes des options à explorer :

- examiner les enquêtes et les cadres actuels afin d'évaluer la faisabilité d'échantillons adéquats de populations d'intérêt, en prévoyant :
  - d'inclure un module concernant le capital social dans des enquêtes longitudinales actuelles;
  - de soumettre les questions de ce module à un sous-ensemble de répondants provenant d'autres enquêtes;
- explorer la possibilité de combiner les données à celles de bases de données administratives ou d'autres enquêtes afin de mesurer les effets;
- entreprendre une ou plusieurs enquêtes destinées à couvrir les populations cibles ou les domaines des politiques publiques les plus intéressants;
- utiliser le recensement comme cadre d'une enquête initiale post-recensement, qui pourrait devenir un programme permanent;
- adopter des approches alternatives qui comportent éventuellement des projets à petite échelle (par exemple un petit échantillon des collectivités canadiennes).

## **Considérations sur la mesure et questions sur les consultations**

Pour résumer, au Canada, nous avons la chance de disposer de nombreuses sources de données qui permettent déjà, ou qui permettront bientôt, d'effectuer des analyses pertinentes du capital social. Toutefois, les renseignements contenus dans ces sources ont été recueillis dans des contextes variés, en fonction d'objectifs différents et d'une variété de définitions du capital social. Idéalement, nous pourrions parvenir à un consensus sur une définition opérationnelle, sur un cadre conceptuel pour comprendre les composantes clés du capital social, ses déterminants et ses effets, ainsi que sur des indicateurs associés à des unités d'analyse appropriées à ce cadre. Voici un certain nombre de facteurs dont il faut tenir compte pour élaborer une stratégie cohérente de mesure en vue d'une collecte future de données.

### ***Définition du capital social***

Le Royaume-Uni et l'Australie ont adopté la définition de l'OCDE pour élaborer un cadre d'analyse et de mesure : « réseaux, ainsi que normes, valeurs et convictions communes qui facilitent la coopération au sein de groupes ou entre ceux-ci ».

- Cette définition opérationnelle devrait-elle être retenue pour orienter la mesure du capital social dans le contexte canadien?
- Quelles composantes clés du capital social doivent être mises en pratique et mesurées?

### ***Facteurs de sélection des instruments de mesure***

- Quelle unité d'analyse / de mesure convient?
- Quels niveaux de regroupement sont nécessaires (par exemple les régions géographiques, les groupes démographiques)?
- Quels indicateurs sont nécessaires?
- Avons-nous besoin d'information longitudinale pour évaluer les relations causales?
- Avons-nous besoin d'indicateurs du capital social qui se prêtent à des comparaisons à l'échelon international?

### ***Questions prioritaires en politiques publiques***

Les priorités en politiques publiques influencent celles des collectes de données. En plus des renseignements généraux sur les degrés et les caractéristiques du

capital social (comme ceux recueillis par l'Enquête sociale générale), les données thématiques dont la collecte est encouragée par les politiques publiques sont aussi importantes.

- Quels sont ces thèmes et les questions qui en découlent?
- Si ces thèmes concernent des populations cibles ou des régions géographiques particulières, quelles en sont les implications pour la collecte de données?
- Quelles sont les mesures adéquates des effets du capital social à l'intérieur de ces domaines des politiques publiques?

## Bibliographie

ABS (Australian Bureau of Statistics). « Measuring Social Capital: Current Collections and Future Directions », document de travail, novembre 2000.

\_\_\_\_\_. « Measuring Social Capital: Discussion Summary and Next Steps », document de travail, décembre 2002, 2002a.

\_\_\_\_\_. « Social Capital and Social Well Being », document de travail, 2002b.

Banque mondiale, Social Capital Initiative. « The Initiative on Defining, Monitoring and Measuring Social Capital: Overview and Program Description », Social Capital Initiative Working Paper No. 1, n.d.

Bryant, Cindy-Ann et Doug Norris. « Measurement of Social Capital: The Canadian Experience », International Conference on Social Capital Measurement (OCDE-ONS), Londres, 25 au 27 septembre 2002.

Grootaert, Christiaan et Thierry van Bastelaer. « Understanding and Measuring Social Capital: A Synthesis of Findings and Recommendations from the Social Capital Initiative », Forum Series on the Role of Institutions in Promoting Economic Growth, Banque mondiale, 2002.

Harper, Rosalyn. « The Measurement of Social Capital in the United Kingdom », Office for National Statistics, septembre 2002.

Helliwell, John F. *Rapporteur's Summary*, Conference on the Measurement of Social Capital (OCDE-ONS), Londres, 25 au 27 septembre 2002.

Hudson, Lisa et Chris Chapman. « The Measurement of Social Capital in the United States », document de travail préparé pour l'International Conference on the Measurement of Social Capital, Londres, septembre 2002.

Irlande, National Economic and Social Forum. « The Policy Implications of Social Capital », rapport n° 28, mars 2003.

Johnson, Cathleen. « A Model of Social Capital Formation », Société de Recherche Sociale Appliquée, série de documents de travail 03-01, janvier 2003.

Lin, Nan. « Building a Network Theory of Social Capital », dans *Social Capital: Theory and Research*, Nan Lin, Karen Cool et Ronald S. Burt (dir.), Walter de Gruyter, Inc., 2001a.

\_\_\_\_\_. « Social Capital: A Theory of Social Structure and Action », New York, Cambridge University Press, 2001b.

OCDE. (Organisation de coopération et de développement économiques). *Du bien-être des nations : le rôle du capital humain et social*, Paris, OCDE, 2001.

Royaume-Uni, ONS (Office of National Statistics). *Social Capital Question Bank*. [http://www.statistics.gov.uk/about\\_ns/social\\_capital/default.asp](http://www.statistics.gov.uk/about_ns/social_capital/default.asp), consulté le 23 juillet 2003, 2003a.

\_\_\_\_\_. [http://www.statistics.gov.uk/about\\_ns/social\\_capital/matrix.asp](http://www.statistics.gov.uk/about_ns/social_capital/matrix.asp), consulté le 23 juillet 2003, 2003b.

Royaume-Uni, Performance and Innovation Unit (désormais le Strategy Unit, Cabinet Office). « Social Capital: A Discussion Paper », avril 2002.

Schuller, Tom. « Social and Human Capital: The Search for Appropriate Technomethodology », dans *Policy Studies*, vol. 21, n° 1, 2000.

Schuller, Tom, Stephen Baron et John Field. « Social Capital: A Critical Review », dans *Social Capital: Critical Perspectives*, Stephen Baron, John Field et Tom Schuller (dir.), Oxford University Press, 2000.

Spellerberg, Anne. « Framework for the Measurement of Social Capital in New Zealand », Statistics New Zealand, 2001, [http://www.stats.govt.nz/domino/external/web/prod\\_serv.nsf/3153e23ac69cb3d84c25680800821fa4/0de858ad74601d18cc256b3b00751314/\\$FILE/R14.pdf](http://www.stats.govt.nz/domino/external/web/prod_serv.nsf/3153e23ac69cb3d84c25680800821fa4/0de858ad74601d18cc256b3b00751314/$FILE/R14.pdf), consulté le 23 juillet 2003.

Stone, Wendy. « Measuring Social Capital: Towards a Theoretically Informed Measurement Framework for Researching Social Capital in Family and Community Life », document de recherche n° 24, Australian Institute of Family Studies, février 2001.

Stone, Wendy et Jody Hughes. « Social Capital: Empirical Meaning and Measurement Validity », rapport de recherche n° 27, Australian Institute of Family Studies, juin 2002.

van der Gaag, Martin et Tom Snijders. « An Approach to the Measurement of Individual Social Capital », Department of Statistics and Measurement Theory, Groningen University, Pays-Bas, mars 2002.

\_\_\_\_\_. « The Resource Generator: Social Capital Quantification with Concrete Items », Department of Statistics and Measurement Theory, Groningen University, Pays-Bas, mars 2003.

van Kemenade, Solange. « Le capital social comme déterminant de la santé : comment le définir? », *Série de documents de travail pour la recherche sur les politiques de santé*, Santé Canada, document de travail 02-07, mars 2003.

\_\_\_\_\_. « Le capital social comme déterminant de la santé : comment le mesurer? », *Série de documents de travail pour la recherche sur les politiques de santé*, Santé Canada, document de travail 02-08, mars 2003.

Woolcock, Michael et Deepa Narayan. « Social Capital: Implications for Development Theory, Research and Policy », *The World Bank Research Observer*, vol. 15, n° 2 (août 2000).

Atelier sur le capital social  
Juin 2003

*Document d'information sur  
Les incidences sur les politiques*



## **Introduction**

Depuis quelques années, la notion de capital social suscite un intérêt très vif. Ce concept semble être utile pour comprendre la santé d'une collectivité ou d'une société et peut potentiellement permettre de saisir d'importantes observations sur les variations des résultats sociaux et économiques parmi les personnes, les collectivités et les sociétés.

Le capital social, souvent défini comme les normes, les réseaux et les convictions communes qui facilitent l'action collective, s'est révélé être un concept difficile, dans la pratique, à intégrer aux politiques publiques en partie à cause de la difficulté à définir et à mesurer adéquatement le capital social, à faire la distinction entre les diverses formes de capital social et à estimer son incidence sur d'autres indicateurs de rendement.

Le présent document est l'un de trois documents d'information préparés par le Projet de recherche sur les politiques dans le cadre de son projet sur le capital social comme instrument de politique publique. Les deux autres traitent de questions de conceptualisation et de mesure et informeront les consultations interministérielles en matière de politiques et de recherche en vue de l'élaboration d'un document de travail sur le capital social. Le présent document d'information est consacré aux questions fondamentales suivantes :

- Y a-t-il assez d'éléments probants pour justifier l'utilisation du capital social dans les politiques?
- Y a-t-il place à une intervention du gouvernement dans la création et l'accumulation du capital social? Quels sont certains des secteurs de politiques clés?
- De quelle façon le gouvernement devrait-il investir dans le capital social? De quelle façon y investit-il déjà?

Ces questions étaient au cœur d'un atelier sur le capital social et ses incidences sur les politiques tenu le 19 juin 2003 et qui a réuni des gestionnaires responsables de l'élaboration des politiques et des programmes et des chercheurs de tous les secteurs du gouvernement fédéral. Le présent document entend servir de base de discussion en passant en revue les travaux actuels et les leçons tirées d'initiatives entreprises ici et ailleurs sur l'applicabilité du capital social dans le contexte des politiques.

## Connaissances acquises sur le capital social

### *Au sujet des effets du capital social...*

Depuis la parution en 1993 de l'ouvrage de Robert Putnam intitulé *Making Democracy Work*, la notion de capital social retient beaucoup l'attention des chercheurs sur les politiques publiques tant dans les sphères universitaires qu'au sein du gouvernement. Les recherches ont permis de comprendre pourquoi le capital social peut devenir un concept important en élaboration de politiques. Par exemple, nous savons désormais qu'il existe des corrélations positives entre certains indicateurs de capital social et diverses issues sociales, comme l'amélioration des soins pour les enfants, une hausse de la scolarité, un déclin de la criminalité et des gains sur le plan de la santé (p. ex. longévité, réduction du nombre de cas de dépression et de stress et meilleur fonctionnement du système immunitaire) (observations citées dans Putnam, 2000; Foley et Edwards, 1999).

On étudie souvent le capital social dans le contexte de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Des recherches ont révélé que diverses dimensions du capital social (p. ex. appartenance à des associations ou à des réseaux, respect des normes et actions collectives) peuvent avoir une incidence marquée sur le revenu et le bien-être des pauvres en améliorant les issues des activités et services qui les touchent. En outre, les réseaux sociaux jouent un rôle important dans le réemploi des personnes depuis longtemps au chômage. Selon une étude récente au Canada, les effets des réseaux sociaux seraient plus déterminants que le capital humain quand il s'agit d'aider les assistés sociaux de longue date à se relever de leur situation (Lévesque et White, 2001).

Nous savons également que certaines observations relient capital social et résultats économiques. La quantité, la qualité et la diversité des réseaux sociaux semblent avoir un lien positif avec une participation plus active à la main-d'œuvre et l'amélioration de la situation d'emploi, tels que salaires plus élevés et avancement professionnel (Granovetter, 1973; Korpi, 2001; Aguilera, 2002). Des analyses macroéconomiques faisant des comparaisons dans tout le pays révèlent que les niveaux de confiance interpersonnelle se rattachent au rendement économique, selon la mesure de la croissance économique et l'investissement par rapport au coefficient du produit intérieur brut (PIB) (Knack et Keefer, 1997; Fukuyama, 1995). Toutefois, certains auteurs signalent la nécessité de tenir compte d'autres dimensions du bien-être, comme la pauvreté, l'égalité, la sécurité et d'autres mesures de la santé, et non seulement d'un nombre restreint d'indicateurs de croissance, tels que le PIB par habitant, pour obtenir une estimation plus précise du rôle et de la contribution du capital social (Helliwell, 2001; Osberg et Sharpe, 2000).

---

Enfin, les effets du capital social (particulièrement l'importance d'équilibrer les formes de capital social qui unit et de celui qui lie) ont aussi été bien documentés dans les domaines de la planification urbaine, du logement, du développement local et du renouvellement des quartiers. Des études sur des projets de renouvellement urbain au Royaume-Uni révèlent que, pour réussir, le processus long et fragile de revitalisation des quartiers doit s'accompagner de la mise en confiance des membres des collectivités locales grâce au développement du capital social politique, transversal et associatif (Hibbit *et al.*, 2000; Evans, 2003).

### ***Au sujet des déterminants du capital social...***

La reconnaissance de l'importance des formes bénéfiques de capital social a mené au désir de mieux saisir les déterminants du capital social. Les niveaux de capital social varient grandement selon les pays, les régions et les personnes. Des analyses macroéconomiques de plusieurs indicateurs du capital social à l'échelle des pays indiquent une baisse du capital social aux États-Unis et en Australie, une hausse aux Pays-Bas, en Suède, en Allemagne et au Japon et des tendances mitigées dans d'autres pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (OCDE, 2001). Certes, les relations familiales, les écoles et les établissements d'enseignement forment des composantes fondamentales du capital social, mais il demeure que l'histoire, la culture, le sexe et les structures sociales et institutionnelles (y compris les formes d'organismes bénévoles) jouent également un rôle clé dans l'accès au capital social. Les inégalités économiques et la classe sociale qui creusent le fossé social entre les personnes, la mobilité résidentielle au niveau du quartier, l'intensité de l'emploi, de faibles systèmes de transport et structures urbaines ont tous été associés à des niveaux moindres de capital social, car ils perturbent les réseaux sociaux solidaires.

Putnam (2000) attribue le déclin du capital social aux États-Uni, en partie, aux changements démographiques (génération du baby-boom et génération X moins imprégnées du sens civique), à la télévision récréative, à la tension des longues heures de travail exigées, à la prolifération des banlieues, à la culture axée sur l'automobile et à l'absence d'espace communautaire. Toutefois, d'autres soulignent que les États-Uni pourraient tout simplement connaître une transformation du capital social et non un déclin. Les familles moins nombreuses, la flambée de l'informatique et d'autres tendances pourraient provoquer un changement favorisant le capital social qui lie au lieu des formes plus traditionnelles de capital social qui unit (Performance and Innovation Unit, R-U, 2002). Que nous connaissions un déclin ou une transformation du capital social, tous les écrits s'entendent en général pour dire que des efforts bien orientés pour aider les gens à rester en relation vont probablement revêtir une plus grande importance que jamais, surtout à la lumière des incidences

potentielles sur la participation communautaire, les relations entre la société civile et le gouvernement et l'évolution des institutions démocratiques.

Le recensement des écrits sur le sujet nous a également appris à ne pas supposer que toutes les formes de capital social sont bénéfiques. Des effets négatifs du capital social ont été relevés. Par exemple, il y a une distinction entre un capital social de « bien collectif » et de « bien exclusif ». Dans ce dernier groupe, les personnes profitent de leur qualité de membre pour faire valoir leurs intérêts ou ceux du groupe (c'est le cas des « vieilles cliques ») et forment une barrière entravant l'inclusion et la mobilité des autres. Un capital social qui unit solidement peut aussi entraîner une diminution de la fréquence des contacts entre des collectivités (p. ex. concentration géographique de minorités ethniques) et possiblement avoir des conséquences négatives comme celle de réduire l'accès au marché du travail et à d'autres débouchés. Enfin, il existe aussi une forme de « capital criminel » caractérisé par des liens étroits au sein d'organisations criminelles ou terroristes, de bandes de voyous et d'autres, qui encourage et valorise l'activité criminelle au lieu de la coopération positive. Comme l'indiquent Kerns et Forrest (2000), il y a un capital social énorme dans les ghettos, mais les biens qu'il est possible d'en dériver permettent rarement aux participants de surmonter leur pauvreté.

Tout cela influe sur la planification de politiques, car l'on ne peut pas simplement viser la maximisation d'un type de capital social ou d'un autre sans distinguer les aspects positifs des négatifs. Un document récent du secrétariat du Cabinet au Royaume-Uni recense des exemples de politiques qui auraient peut-être eu des effets nuisibles non intentionnels sur le capital social. Ces politiques comprennent des programmes de développement communautaire, comme des projets d'habitation, qui n'ont pas tenu compte de l'importance des liens avec la collectivité élargie et qui, en isolant encore plus les participants, ont ainsi renforcé l'exclusion et la privation. D'autres études soulignent des exemples de politiques en matière de marché du travail et de sécurité sociale qui passent outre l'importance des réseaux et contacts informels dans la recherche d'un emploi et de sorties de l'aide sociale (Lévesque et White, 2001). Des travaux récents de l'OCDE insistent clairement sur la nécessité pour les politiques d'encourager une juste mesure de capital social qui unit et qui relie.

### **Application du capital social aux politiques**

Nous comprenons passablement les déterminants et les répercussions possibles du capital social. Comment traduire ces connaissances en actions? Très peu de mesures ont été prises pour intégrer sciemment le capital social dans l'élaboration de politiques. Des discussions avec des ministères ont révélé la nécessité d'en savoir plus sur « ce qui marche » dans la création ou la facilitation

du capital social. Un cadre plus précis et conceptuellement plus rigoureux de définition et d'analyse du capital social peut rehausser l'utilité de ce concept pour les politiques fondées sur des éléments probants.

### **Difficultés associées à la définition et à la mesure**

Malgré l'intérêt croissant à l'égard du capital social dans les politiques et en politique, peu d'exemples montrent concrètement une application des conclusions issues des recherches sur le capital social. Le manque de consensus sur les concepts, la terminologie et les mesures complique la tâche des décideurs quand il s'agit de juger où les interventions sont nécessaires pour agir sur le capital social et d'évaluer l'efficacité des différentes politiques à promouvoir le capital social.

Les difficultés associées à la mesure découlent en partie des problèmes de définition et du manque d'instruments spécifiques pour mesurer ce concept. Souvent, les études portent, sans précision et à tort et à travers, sur une gamme de dimensions approximatives (tendance de vote, confiance envers le gouvernement, heures de bénévolat) en se servant d'ensembles de données transversales existantes. Les mesures de capital social n'ont pas toutes les mêmes rapports avec les résultats et des mesures différentes donnent parfois des résultats contradictoires. Par exemple, s'il existe des liens positifs significatifs entre la confiance et la croissance économique, l'appartenance à des groupes formels n'a pas de rapport avec l'amélioration du rendement économique. Différentes constatations faites en mesurant les effets du capital social dans différents contextes sont signes que des variables explicatives importantes manqueraient dans l'analyse.

En outre, certains faits portent à croire qu'il faudrait peut-être accorder les mesures de capital social selon les contextes spécifiques sur le plan national ou régional. Par exemple, dans des pays européens, notamment l'Allemagne, la correspondance entre les mesures de confiance et le niveau d'instruction n'est pas aussi flagrante qu'aux États-Unis. ECOTEC (2001) souligne plusieurs aspects du capital social dans le contexte européen qui seraient différents du modèle américain, dont des différences dans l'historique des questions civiles et collectives, des modèles de discours et d'activités politiques constitués différemment, des lignes de failles linguistiques, de plus grandes attentes quant à l'intervention de l'État, des exemples d'hostilité intercommunautaire relative au capital social local (p. ex. l'Irlande du Nord).

La difficulté à établir le sens de causalité dans la mesure du capital social brouille quelque peu le concept. Par exemple, selon l'OCDE, l'inégalité économique peut être une cause, mais aussi une conséquence, de l'inégalité d'accès au capital social. La scolarité et l'éducation seraient des variables explicatives du genre et

du niveau de capital social qu'une personne peut constituer la vie durant. Par ailleurs, le niveau d'instruction est en grande partie influencé par le capital social (relations familiales, réseaux communautaires et liens avec le système d'éducation). La confiance serait en même temps un résultat et un déterminant de stabilité démocratique. Toutefois, comme plusieurs l'affirment, la présence de corrélations constitue un fait important qui est susceptible d'enrichir l'information et les discussions entourant l'élaboration de politiques (Jenson et Beauvais, 2002). Le fait de prouver des corrélations suffit pour justifier de l'intérêt et des initiatives politiques en la matière (Helliwell, 2001).

### ***Justification de la poursuite de stratégies visant l'investissement dans le capital social***

Pourquoi le gouvernement devrait-il intervenir dans le développement du capital social? L'argument principal est que la manière dont nous nous rallions aux autres, et dans quelles conditions, a des incidences profondes sur notre bien-être et sur le développement des sociétés (Woolcock, 2001; Helliwell, 2001).

D'après Robert Putnam (2001), une société caractérisée par une réciprocité générale est plus efficace qu'une société où règne la méfiance. Le fait de faciliter la mise en place de réseaux sociaux peut mener à des gains de confiance et à une meilleure capacité à mobiliser des efforts pour réagir à des changements sociaux et gérer les risques, les possibilités et les chocs, comme les catastrophes naturelles, les fermetures d'usines et la violence familiale. Sous une perspective de capital social, la capacité de différentes communautés à gérer efficacement les risques et les débouchés et à s'épanouir et à croître s'explique non seulement par des facteurs culturels, physiques et humains, mais aussi par des facteurs structurels et relationnels. Des dispositions politiques, institutionnelles et juridiques forment le contexte dans lequel le capital social fonctionne (OCDE, 2001). La qualité et les structures des institutions peuvent changer la capacité des personnes et des groupes à forger des liens avec les institutions dominantes et les structures de pouvoir et de contrôle au-delà de leurs collectivités.

Les collectivités éprouvant des difficultés à accéder à des réseaux plus larges tendent peut-être à compter plus sur les relations internes pour régler leurs problèmes. Si cette tendance peut fournir les réseaux de soutien essentiels à ceux qui ont des problèmes, elle peut cependant aussi créer des situations où des intérêts personnels bloquent l'accès à des ressources publiques. Permettre le développement de certaines formes de capital social, comme celui qui lie et celui qui relie, peut éventuellement faciliter l'accès à l'information et aux ressources, ainsi que leur diffusion, essentielles au développement et à la croissance.

Des arguments d'équité et d'efficacité ont été invoqués pour expliquer l'intervention gouvernementale dans le développement du capital social

(Performance and Innovation Unit, R-U, 2002). Des interventions visant la promotion du capital social (directement ou indirectement) pourraient contribuer à atténuer les effets négatifs externes (par exemple l'exclusion de certains groupes) associés à l'accumulation de certaines formes de capital social et à faciliter les investissements dans des formes de capital social plus productif. Le capital social peut aussi contribuer à l'amélioration du flux d'information et à la réduction des coûts de transaction. Les gouvernements peuvent aussi privilégier une juste distribution du capital social de manière à ce que tous puissent accéder à un capital social de qualité (p. ex. réseaux sociaux pouvant accéder à de vastes canaux d'information et assurer la liaison avec des structures de pouvoir). L'accès restreint à certaines formes de capital social par certains groupes peut agir négativement sur la mobilité sociale et renforcer les iniquités sociales. Le capital social constitué par des collectivités ou des groupes sera très probablement fondé sur le partage de besoins ou d'intérêts communs et pourrait répéter les « séparations ou failles » traditionnelles qui existent dans les sociétés (sexe, race, religion, situation socioéconomique) et possiblement renforcer les barrières entre les groupes. Selon l'OCDE, les gouvernements auraient intérêt à tenir compte de l'importance du capital social qui lie et relie (liens horizontaux et verticaux) dans les politiques encourageant l'inclusion de divers groupes dans, par exemple, les programmes d'éducation, l'emploi et la planification résidentielle plus mixte.

Le développement du capital social pour atteindre des objectifs relatifs aux politiques présente sans doute des avantages, mais la décision « d'investir » dans le capital social (ou d'intervenir dans le développement du capital social) dépend aussi de la perception quant à l'utilité et à la pertinence de l'intervention gouvernementale à ce propos. Certains pourraient percevoir l'institutionnalisation ou la réglementation de divers genres d'arrangements sociaux et de relations entre les gens (par exemple le financement de certains types d'activités associatives) comme une ingérence de l'État dans une sphère relevant depuis toujours de la société civile. D'autres pourraient voir la focalisation sur le capital social comme une légitimation opportune de se soustraire aux dépenses sociales et un moyen de décharger l'État et faire passer la responsabilité aux personnes individuelles ou au secteur bénévole<sup>1</sup>. Par définition, la focalisation sur le capital social sous-tend que des gens se servent de leurs propres ressources sociales pour s'occuper de leurs propres besoins et aspirations. Certains pourraient dire que c'est une façon de placer le fardeau des problèmes sociaux sur le dos de ceux qui subissent ces problèmes. Les partisans du concept prétendent que faciliter l'acquisition d'un capital social pourrait constituer une étape importante visant à instaurer la confiance chez les groupes

---

<sup>1</sup> Pour une discussion plus détaillée sur le rôle de l'État et de la société civile dans le développement du capital social, voir van Kemenade (2003).

exclus ayant la possibilité d'amorcer le changement et de l'influencer eux-mêmes<sup>2</sup>. Tout cela dépend de la manière d'aborder le capital social. Ceux qui ont étudié les effets d'initiatives cherchant à constituer un capital social sur le plan local ont insisté fortement sur l'importance de respecter le contexte historique et socioéconomique et les mesures institutionnelles en place dans l'élaboration des interventions.

Le capital social n'est pas une panacée et en avoir plus n'est pas nécessairement meilleur (Woolcock, 2001). Certains aspects du capital social n'aident pas forcément l'avancement des résultats sociaux. Néanmoins, des recherches ont bien établi le rapport entre certains aspects du capital social dont les résultats intéressent les décideurs, comme la santé, une plus grande sécurité, l'intégration sociale et la participation économique. Dans une certaine mesure, le capital social peut se révéler être le maillon manquant quand il s'agit d'expliquer pourquoi l'intervention visant l'amélioration des résultats sociaux et économiques de personnes et de collectivités a connu du succès dans certains cas et pourquoi, dans d'autres cas, la même intervention s'est soldée par un échec, malgré des circonstances semblables.

Rajouter une optique fondée sur le capital social pourrait permettre de mieux saisir l'importance des relations sociales et du tissu social pour le mieux-être social et l'adaptation sociale des personnes et des collectivités. En plus d'ajouter une perspective de plus longue durée dans l'élaboration de politiques, le capital social pourrait devenir un instrument utile et complémentaire à d'autres instruments et concepts de politiques (comme renflouer le capital humain et financier) qui, par eux-mêmes, ne peuvent entièrement répondre aux complexités du monde moderne (Schuller, 2001).

### ***De quelle façon le gouvernement devrait-il investir dans le capital social?***

En pratique, dans quelle mesure le gouvernement et les intervenants peuvent-ils agir sur le capital social? L'incertitude à propos de l'utilité de la recherche sur le

---

<sup>2</sup> Dans un rapport de 2001 (ECOTEC, 2001) sur le capital social, le European Network of Foundations cite cinq raisons pour lesquelles le capital social pourrait contribuer aux buts élargis des politiques, notamment :

- en créant un milieu plus propice à la mise en œuvre de programmes sociaux;
- en fournissant aux décideurs des moyens d'interagir avec les collectivités locales et les associer au processus de régénération;
- en encourageant toutes sortes d'auto-assistance;
- en offrant des moyens additionnels de fournir des biens et services (p. ex. apporter du soutien à des entreprises locales pour fournir des services sociaux ou de logement);
- en aidant à lutter contre les problèmes sociaux, tels que la criminalité, l'isolement et l'aliénation et en augmentant les contacts et la compréhension entre les gens.

capital social dans le contexte des politiques peut aussi s'expliquer par le fait que les gouvernements ne peuvent pas facilement intervenir dans la création et la mise en valeur des formes positives de capital social. L'établissement de réseaux efficaces de capital social prend souvent du temps et, étant donné le rôle complexe des déterminants historiques et culturels dans la formation de différentes formes de capital social, il peut s'avérer difficile d'influencer son accumulation et son utilisation. Aussi, il peut être facile d'ébranler ou de détruire les sources existantes de capital social si l'on n'y porte pas attention dans l'élaboration de politiques concernant la manière dont les gens entrent en relation, où ils vivent et où ils travaillent.

**Approches possibles de l'intégration du capital social dans les politiques :**

les ouvrages proposent de nombreuses démarches visant l'intégration du capital social dans le cadre des politiques. Les gouvernements locaux et régionaux sont certes bien placés pour influencer sur l'accès au capital social et son développement, toutefois plusieurs intéressés au sein du gouvernement et des secteurs privé et bénévole peuvent jouer un rôle important (OCDE, 2001). Selon Woolcock (2002), il importe de se rappeler que différentes sortes d'intervention (politiques, programmes ou pratiques) à des échelons différents (macro, méso ou micro) peuvent être utiles ou nuisibles au capital social et peuvent toutes être influencées par le capital social (Woolcock, 2002).

Les approches possibles peuvent se diviser en plusieurs modèles, selon le degré d'importance du capital social dans les objectifs des politiques et des programmes. Toutes ne sont pas forcément pertinentes au contexte des politiques du gouvernement fédéral du Canada. Cependant, elles reflètent plusieurs possibilités, qui peuvent varier entre : considérer la création du capital social comme objectif des politiques publiques en soi; choisir le capital social comme instrument, parmi d'autres, pour atteindre des objectifs de politiques publiques plus larges; appliquer une analyse du capital social dans le développement et la mise en œuvre de programmes et politiques.

- ***Considérer la création du capital social comme objectif des politiques publiques.*** Dans cette démarche, le capital social devient le but principal de l'intervention et une fin en soi. Stimuler, protéger ou travailler avec le capital social serait l'objet d'un énoncé de politique ou la raison d'être d'un programme. Par exemple, ce serait le cas s'il y avait une forte volonté de rehausser les niveaux de confiance interpersonnelle et de participation communautaire ou bien d'assurer la protection des sources existantes de capital social dans les collectivités. Dans ce contexte, l'objet ou le principe directeur primordial des politiques est de développer ou de rehausser le capital social d'une population.

Selon le rapport synthèse de l'initiative sur le capital social de la Banque mondiale (Grootaert et al, 2002), il est plus difficile d'investir dans le capital social que dans le capital humain pour lequel il existe plusieurs approches éprouvées, dont la construction d'écoles, la formation d'enseignants, l'élaboration de programmes d'études appropriés. Des recommandations semblables pour investir dans le capital social n'ont pas encore été dégagées.

- ***Choisir le capital social comme instrument, parmi d'autres, pour atteindre des objectifs de politiques publiques plus larges.*** Selon cette approche, le capital social devient une dimension parmi d'autres pour atteindre les objectifs généraux des politiques ou des programmes. L'intégration du capital social dans les objectifs des politiques peut constituer un levier d'action parmi d'autres, plutôt que le point de mire de l'intervention. Dans ce contexte, des mesures ou des activités explicites pour faciliter le développement de formes positives de capital social seraient intégrées à la conception du programme pour faciliter l'atteinte des résultats escomptés. Cela peut se traduire, par exemple, par des mesures encourageant la création de réseaux et de structures de soutien entourant des enjeux relatifs à la santé dans le cadre de stratégies de promotion de la santé. D'autres démarches pourraient inclure des activités de liaison nécessitant le rassemblement de jeunes venant de milieux différents comme partie intégrante de l'élaboration d'un programme de bénévolat ou d'emploi de la jeunesse.

Cette approche favorise l'inclusion systématique du capital social dans les politiques et programmes nécessitant une définition minutieuse des indicateurs de capital social. Le suivi de ces indicateurs est important pour déceler et isoler les effets du capital social, en particulier dans l'évaluation globale du programme. Des mesures adéquates augmentent la valeur acquise par les expériences et permettent la répétition (ou non) des effets du capital social dans d'autres programmes ou situations.

- ***Le capital social comme « grille d'analyse » pour mieux comprendre les diverses localités, situations et collectivités où l'action a lieu et où sont concentrés les efforts déployés par les politiques.*** Cette approche servirait à incorporer de l'information sur les relations et structures sociales dans l'élaboration des programmes. L'objet serait de sensibiliser les responsables des politiques et les décideurs aux incidences potentielles de nouvelles interventions sur les sources de capital social positif ou négatif déjà en place dans les collectivités. Cela comprendrait des mesures pour assurer que des associations ou réseaux communautaires s'engagent activement dans l'élaboration et la prestation des interventions qui les concernent. D'autres démarches comprendraient des mesures pour assurer que les dispositions

institutionnelles et les structures de soutien social sont prises en compte avant de proposer de nouvelles initiatives.

Dans le cadre d'une série de recommandations visant l'intégration du concept de capital social dans l'élaboration des politiques, Woolcock et Narayan (2000) soulignent l'importance de voir les interventions de développement à travers une optique de capital social. L'évaluation des nouveaux programmes proposés et la mise en œuvre des plans devrait tenir compte des effets que l'intervention pourrait avoir sur le capital social des collectivités démunies. Étant donné l'importance des réseaux sociaux à titre de ressources principales pour gérer les risques et la vulnérabilité des collectivités démunies, les interventions de développement (qu'il s'agisse de construire des barrages, des systèmes d'irrigation, des écoles et des cliniques médicales locales) devraient trouver la façon de s'ajouter à ces ressources sociales et non de les remplacer.

Grootaert et al. (2002) affirment qu'il existe des instruments analytiques assez précis pour consigner la présence et les formes de capital social dans une collectivité. L'inclusion de tels renseignements dans l'élaboration d'un projet peut mener à la création d'activités qui, tout au moins, ne portent pas atteinte aux normes et aux réseaux sociaux en place. En examinant les options d'un programme, les responsables de l'élaboration devraient pouvoir utiliser les renseignements sur l'existence et les formes de capital social dans une collectivité pour choisir la conception qui maximisera le rôle d'influence du capital social sur les résultats du projet. Ces critères d'évaluation pour sélectionner les options d'un programme peuvent être inclus au début de la phase de conception pour faciliter la mise en œuvre du projet et en réduire les coûts.

Parallèlement, les gouvernements peuvent continuer de faire avancer la connaissance sur les effets du capital social sur les résultats que tentent d'influencer les politiques publiques, en poursuivant la recherche dans ce domaine, soit par des enquêtes ou par des expérimentations sociales. Par la recherche, il est possible d'agir indirectement sur le capital social en produisant de l'information sur la manière dont le capital social se développe et se manifeste chez les personnes, les groupes, les communautés ou les régions et sur la façon dont le capital social interagit avec d'autres formes de capital et de ressources. Les données sur le capital social peuvent, par exemple, servir à mieux comprendre les populations visées et les collectivités, les localités et les régions touchées par l'intervention gouvernementale.

Selon Morrow (2001), l'information sur le capital social permet de compléter des modèles de santé (ou de participation à la main-d'œuvre ou autre) en ajoutant

une dimension sociale à l'analyse. Ces renseignements peuvent servir à étayer l'élaboration de politiques en dégagant des facteurs qui expliquent pourquoi, par exemple, certaines personnes ou communautés sont mieux capables de s'adapter ou de s'en sortir que d'autres avec un ensemble donné de ressources.

**Interventions actuelles en matière de politiques qui agissent déjà sur le capital social :** plusieurs politiques et programmes agissent déjà sur le capital social. Dans l'application de ces politiques, des efforts peuvent être déployés pour déceler les possibilités de rehausser le capital social et pour éviter les mesures qui pourraient nuire. Par exemple, les avantages, sur le plan du capital social, des programmes destinés à créer des capacités de bénévolat pourraient être rehaussés par l'utilisation de critères de financement qui encouragent l'emploi opportun de bénévoles. De même, on pourrait mettre l'accent sur des mesures qui favorisent l'engagement de divers intervenants, tels que les employeurs ou les établissements d'enseignement, pour faciliter l'activité communautaire.

En intervenant pour influencer la formation du capital social, la solution ne se trouve pas dans l'optimisation du capital social à tout prix. Certains genres de capital social s'adaptent mieux à certaines situations ou à certains contextes que d'autres. Une étude récente de l'incidence de l'ethnicité sur l'appartenance des réseaux communautaires illustre bien ce phénomène. Campbell et McLean (2001) ont conclu que des politiques ne peuvent simplement pas demander une participation accrue des groupes socialement exclus sans mesures particulières pour écarter les obstacles à la participation. Ils ont déduit que, sans de tels efforts, les tentatives les mieux intentionnées de promouvoir le capital social en vue de réduire les inégalités ethniques peuvent se solder par un échec.

Selon la démarche conceptuelle choisie pour définir et mesurer le capital social, les programmes ayant une influence sur le capital social comprennent probablement des interventions qui agissent sur une ou plusieurs des dimensions suivantes :

- le développement ou la mobilisation de réseaux sociaux, de structures de soutien social et d'associations locales;
- le resserrement des liens entre les collectivités en place et les institutions et organisations sociales;
- la promotion de l'engagement communautaire (bénévolat, participation communautaire);
- le développement ou l'accès à des canaux d'information et liaisons avec les autorités et les institutions en matière de politique et d'économie.

Les ouvrages sur le capital social font part d'une gamme d'interventions qui peuvent contribuer à la formation du capital social même si elles ne s'articulent autour de cette notion. Au Canada, nombre de programmes et projets contribuent déjà potentiellement, directement ou indirectement, au développement d'une ou plusieurs composantes du capital social (quoique ces programmes ne mentionnent pas les aspects relatifs au capital social dans les objectifs ou les résultats). Quelques exemples suivent.

### **Échelon individuel**

- Programmes de soutien aux parents par la formation de réseaux sociaux  
p. ex. le Programme d'action communautaire pour les enfants de Santé Canada, le Programme d'aide préscolaire aux Autochtones; le projet Family Mosaic en Nouvelle-Écosse (réseaux/soutien sociaux aux mères seules vivant sous le seuil de la pauvreté).
- Projets de bénévolat pour les jeunes  
p. ex. le Youth Volunteer Corps du Canada; Jeunefluence (réseau de jeunesse pour combler l'écart entre les jeunes et les décideurs, constituer des ressources et des réseaux auprès des jeunes et faire valoir leurs opinions), lancé par Citoyenneté et Immigration Canada et financé par plusieurs partenaires fédéraux.
- Programmes d'encadrement des jeunes  
p. ex. le Programme d'accueil, encadrement des nouveaux immigrants (Citoyenneté et Immigration Canada).
- Réseaux d'information sur le marché du travail  
p. ex. les programmes d'information sur le marché du travail pour professionnels formés à l'étranger de Skills for Change, financés par DRHC et la province de l'Ontario.

### **Échelon communautaire**

- Projet de logement social  
p. ex. les projets de la Homeless Foundation de Calgary, financés par DRHC.
- Auto-assistance communautaire, cercles de crédit pour la création de petites entreprises  
p. ex. les programmes canadiens de microfinancement de la Calmeadow Foundation à Vancouver, dans les régions rurales de la Nouvelle-Écosse et à Toronto, qui offrent des programmes de crédit d'entraide visant les nouveaux venus, les minorités, les femmes, les gens qui essaient de ne plus compter sur

l'aide sociale et ceux qui sont le plus défavorisés sur le plan de l'accès au crédit.

- Promotion du développement de l'économie sociale  
p. ex. le Fonds de soutien à l'économie sociale du Québec
- Réseaux d'information communautaire et de technologies des communications  
p. ex. CapacityNet (espace de travail interactif en ligne, soutient un réseau provincial de promoteurs du travail indépendant), SEDI (Social Enterprise Development Innovations); Rescol & VolNet (Industrie Canada).

### **Échelon national**

- Programmes d'éducation civique  
p. ex. matériel didactique en instruction civique préparé et financé par Patrimoine canadien et Élections Canada; Échanges Canada (Patrimoine canadien).
- Forums de citoyens, parlement jeunesse  
p. ex. Dialogue de citoyens sur l'avenir du Canada : Contrat social du 21<sup>e</sup> siècle, RCRPP, financé par plusieurs ministères fédéraux.
- Initiatives nationales de bénévolat ou d'engagement communautaire  
p. ex. Notre Projet du millénaire, Fondations communautaires du Canada; Programme des partenariats communautaires et Initiative de bénévolat du Canada, pour encourager les Canadiens à participer à des organismes bénévoles, améliorer la capacité des organismes à bénéficier de la participation des bénévoles et accroître l'expérience des bénévoles (Patrimoine canadien).

### **Le capital social en pratique : exemples de projets en cours et acquis**

Plusieurs pays et organismes internationaux, nationaux et locaux tentent d'incorporer le capital social dans l'élaboration des politiques et programmes, par divers genres de projets de recherche et d'initiatives. Ces projets varient des interventions pratiques au niveau local, qui incorporent explicitement la notion de capital social comme instrument pour atteindre les résultats escomptés du projet, aux initiatives à plus grande échelle, qui font intervenir le concept du capital social dans le contexte d'une inclusion sociale plus large dans les objectifs de politiques. Un tour d'horizon de ces différentes initiatives et des principales leçons qui en ont été tirées, par secteur des politiques, est présenté à l'annexe A.

## **Intégration du capital social dans le programme d'élaboration des politiques au Canada**

À l'échelon fédéral, quel secteur particulier des politiques pourrait bénéficier d'une optique fondée sur le capital social ou de l'utilisation du capital social comme instrument pour atteindre les résultats souhaités? Est-il nécessaire d'élaborer une démarche plus uniforme et plus intégrée concernant l'utilisation du capital social dans le gouvernement fédéral? Quelles sont certaines des possibilités d'action et quels sont les enjeux et incidences possibles sur le plan des juridictions?

Ce sont-là des questions importantes qui aideront à orienter les recommandations de principes à propos de l'utilisation et de l'intégration du capital social dans le programme d'élaboration des politiques au Canada. Ces recommandations seront présentées dans un document de travail ultérieur sur le capital social.

Des consultations avec des responsables de l'élaboration de politiques, des chercheurs et des experts peuvent aider à cerner :

- les connaissances actuelles du capital social dans tout le gouvernement et les dimensions du capital social d'intérêt particulier pour les ministères (p. ex. l'envergure et la densité des réseaux, le nombre d'adhérents dans les organismes, la participation communautaire et autre, sur le plan individuel, communautaire ou national) pour élaborer un cadre analytique gouvernemental;
- les secteurs clés des politiques qui bénéficieraient le plus d'une perspective de capital social et les enjeux politiques qui pourraient être élucidés par une recherche plus poussée sur le capital social;
- les efforts déployés actuellement pour constituer ou étudier le capital social au sein des ministères fédéraux;
- l'intérêt politique perçu, ainsi que la faisabilité et les défis se rapportant à l'application du capital social dans le contexte des politiques au Canada et à l'échelon fédéral en particulier;
- les programmes, passés ou actuels, du gouvernement fédéral (ou autres échelons de gouvernement) qui influent déjà sur l'accumulation de diverses formes de capital social, même s'ils ne sont pas énoncés en ces termes;
- les démarches ou modèles favorisés pour traiter du capital social dans les politiques publiques (p. ex. par une reconnaissance officielle ou non officielle des incidences du capital social sur l'élaboration des politiques et programmes, des évaluations d'impacts, etc.).

Pour faire suite à ces consultations, les étapes suivantes pourraient inclure des recommandations :

- élaborer un programme de recherche, à l'échelle du gouvernement, sur le capital social;
- proposer des nouvelles initiatives pour essayer ces nouvelles idées, les orienter et en évaluer la viabilité (p. ex. par des expériences sociales pour évaluer les effets du capital social en pratique);
- examiner diverses options visant l'incorporation du capital social dans des secteurs pertinents des politiques et des programmes.

## Annexe A

### Le capital social en pratique : exemples d'initiatives en cours et acquis

#### ***Atténuation de la pauvreté et développement international***

Dans les organisations internationales, la plupart des efforts déployés pour appliquer la notion de capital social ont porté sur des stratégies d'atténuation de la pauvreté dans le contexte du développement international.

En 1996, la *Banque mondiale* a lancé une initiative du capital social (SCI), vaste opération empirique, avec le soutien financier du gouvernement du Danemark. L'objectif était d'évaluer l'incidence du capital social sur l'efficacité des projets de développement et de contribuer à l'élaboration d'indicateurs et de méthodologies visant le suivi du capital social. Les résultats des 12 études de cas entreprises dans le cadre de SCI ont été diffusés et synthétisés en 2002 dans de nombreux documents de travail et publications. Les conclusions des études prouvent que le capital social est « un ingrédient et un déterminant puissant de progrès de nombreux types de projets de développement et un outil important de réduction de la pauvreté » [*traduction*] (Grootaert et van Vastelaer, 2002).

À l'aide de trois ensembles d'approximations pour mesurer le capital social (adhésion à des associations et à des réseaux locaux, indicateurs de confiance et conformité aux normes et action collective), ces études révèlent que le capital social peut avoir une incidence importante sur le revenu et le mieux-être des pauvres en améliorant les résultats des activités qui les touchent et en agissant sur le mouvement de l'information utile aux pauvres. De nombreux aspects des normes et des pratiques sociales perpétuent la pauvreté en créant des obstacles à la mobilité ascendante et en réduisant les capacités des gens à accumuler des biens. Toutefois, le capital social local établi dans des associations de crédit, par exemple, crée des possibilités de revenu pour les gens qui ont de la difficulté à accéder au soutien financier par les canaux ordinaires. Les ménages démunis qui font partie de réseaux et d'associations améliorent leur capacité à faire face aux fluctuations de revenu et à l'insécurité générale.

Selon les chercheurs de la Banque mondiale, le capital social importe souvent plus que les caractéristiques techniques ou économiques du projet. Les efforts déployés pour stimuler le capital social ont porté fruit dans suffisamment de situations pour justifier la poursuite de stratégies visant l'investissement dans le capital social.

En 1998, l'*Organisation internationale du Travail* (OIT) a établi un programme appelé Stratégies et Techniques contre l'Exclusion sociale et la Pauvreté (STEP).

Un des documents de base, qui guide des projets internationaux de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, utilise le concept de capital social. Le programme STEP favorise l'établissement de micro-organisations d'assurance-santé. Les initiatives reposent sur la reconnaissance du fait que l'habilitation d'organisations et de communautés locales ainsi que la création de liens et de réseaux entre les personnes sont aussi importantes que l'aide financière même pour assurer la sécurité sociale des participants.

La *Banque interaméricaine de développement* a aussi lancé récemment une initiative de capital social, d'éthique et de développement. L'objet de cette initiative est d'agir comme catalyseur afin de susciter l'intérêt envers l'éthique, le développement et le capital social auprès des gouvernements, des entreprises, des syndicats, des universités, des communautés religieuses, des organismes non gouvernementaux et de toutes sortes d'organisations œuvrant pour le bien-être collectif des sociétés. Il est à espérer que la mobilisation des efforts conjoints dans ces domaines cruciaux relèvera la qualité du débat sur le développement, enrichira les cadres de travail des politiques, augmentera la probabilité d'un consensus élargi sur les mesures à prendre et contribuera à l'adoption de codes de conduite fondés sur des critères d'éthique souhaitables.

### ***Inclusion économique et sociale***

En 1998, la *Commission européenne* a lancé le projet pilote Capital Social Local, conformément à l'article 6 du Fonds social européen. Le projet était géré par la Commission sous la direction de la directrice générale, Emploi et affaires sociales, et comprenait 30 projets dans 12 États membres. L'objectif global était de promouvoir l'emploi et la cohésion sociale par des initiatives ascendantes. En particulier, le projet visait à valider une méthode de prestation décentralisée et à explorer la pertinence du capital social local. Près de 3 350 micro-projets ont été appuyés grâce à 30 subventions communautaires. Les groupes ciblés comprenaient des personnes marginalisées par de multiples désavantages, notamment les femmes, les jeunes, les immigrants et les personnes handicapées. Apparemment, l'initiative a réussi à augmenter la capacité des organismes communautaires (à aider les personnes à accroître leur employabilité, à enrichir leurs compétences, etc.), grâce à l'enrichissement du capital social local. En *Espagne*, le Plan d'action 2001-2003 pour l'insertion sociale (faisant partie du programme de politique sociale européenne) comprend explicitement le développement du capital social comme principal outil en vue d'atteindre l'insertion sociale des populations exclues (mais ne donne aucune définition précise du capital social).

En *Irlande*, le National Economic and Social Forum du gouvernement a formé une équipe de projet en 2002 pour préciser le concept et utiliser le capital social dans des discussions relatives aux politiques, situer le débat sur le capital social

dans un contexte de politique irlandaise, déterminer les secteurs prioritaires présentant un potentiel politique et formuler des recommandations dans le but d'élaborer des politiques. Le rapport, issu d'un vaste processus de consultation, cite plusieurs secteurs de mise en application précise des politiques : mesures statistiques, intégration, participation des citoyens et développement de la communauté, équilibre travail-vie, éducation permanente, planification spatiale et coordination globale de l'instigation et de la planification de politiques relatives au capital social. Le rapport conclut que le capital social, avec un accent sur les réseaux sociaux, la participation et les valeurs communautaires, peut apporter un cadre utile pour élaborer de nouvelles réponses politiques et qu'il devrait être lié à la poursuite d'un plan reposant sur l'égalité. Le potentiel politique du capital social devrait se rapporter au contexte local précis et le refléter. Il ne faudrait pas le considérer principalement comme une démarche « descendante », émanant du gouvernement, mais il ne faudrait pas non plus préconiser exclusivement des approches descendantes, avec responsabilité découlant d'expériences pratiques locales seulement.

Les principales recommandations en matière d'élaboration de politiques prévoient :

- consolider la base empirique;
- mieux comprendre la façon dont les diverses interventions peuvent faire avancer les buts des politiques publiques;
- promouvoir des initiatives qui aident les collectivités, les groupes et les personnes à développer leurs capacités et à trouver des solutions aux problèmes locaux;
- trouver des façons de mieux tenir compte du respect mutuel, de l'insertion sociale et de l'adaptation de dispositions pour combler les besoins locaux;
- encourager l'intégration du capital social comme ressource à l'appui de l'insertion et de l'égalité sociale.

Le Forum a également commandé un sondage du capital social et mis au point un profil statistique en Irlande. Selon les données recueillies, le capital social est réparti inégalement parmi les groupes démographiques et socioéconomiques (les jeunes et les gens vivant dans des endroits défavorisés, tant en région rurale qu'urbaine, détiennent en général les plus faibles niveaux de capital social).

### **Logement et revitalisation des quartiers**

Au *Royaume-Uni*, la politique en matière de réaménagement urbain est de plus en plus focalisée à l'échelle des quartiers. L'une des principales priorités du gouvernement est de s'attaquer aux problèmes de la pauvreté et de l'exclusion sociale dans les secteurs défavorisés. Les préoccupations générales portent sur la concentration géographique de la pauvreté et le fait que les secteurs défavorisés

soient privés des avantages d'une économie prospère. En janvier 2001, le gouvernement a lancé le Neighbourhood Renewal Unit, dirigé par le bureau du vice-premier ministre. Cette unité englobe l'ancienne Poverty and Social Exclusion Unit; elle est chargée du plan d'action stratégique national qui a fixé des objectifs ambitieux pour « rétablir l'équilibre entre les collectivités les plus pauvres de l'Angleterre et le reste du pays d'ici les 10 à 20 prochaines années... grâce à un partenariat puissant entre tous les secteurs » [traduction] (Social Exclusion Unit, 2001).

La responsabilité de la mise en œuvre de la stratégie est partagée entre plusieurs ministères et accorde la prédominance au rôle des entreprises sociales et au développement du capital social local, dans la lutte contre l'exclusion sociale, la criminalité et le comportement antisocial dans les secteurs défavorisés (sous la direction du ministère du commerce et de l'industrie et du Home Office). Les réponses politiques déterminées pour l'établissement du capital social comprennent le renouveau communautaire, le bénévolat et l'auto-assistance communautaire, grâce à des initiatives comme « Time Banks ». Time Banks facilite l'échange de divers genres de services, comme le jardinage, le compagnonnage, l'aide pour les achats et les leçons en informatique. Ces services sont exempts d'impôts et exonérés du calcul des prestations d'aide sociale (R.-U., 2001).

En raison de la National Strategy for Neighbourhood Renewal, l'ONS a participé à la définition et à la mesure du capital social en recueillant des données et en dressant des rapports sur les tendances relatives au capital social. L'ONS met également au point un module sur le capital social à utiliser et à intégrer dans divers instruments de sondage actuels.

En outre, le Cabinet Office Strategy Unit du gouvernement (anciennement la Performance and Innovation Unit) entend promouvoir la formation de capital social. Un document d'orientation important a été publié en 2002, suivi de séminaires internes de haut niveau sur les incidences politiques du capital social.

Par ailleurs, le rôle du capital social a été examiné dans les initiatives politiques de logement et de renouveau des quartiers à l'échelle locale à *Minneapolis* et à *New York*. Des leçons importantes ont été tirées de ces projets. Dans un cas, les effets positifs de la constitution de capital social dans un nouveau projet d'habitation axé sur la collectivité (comme la confiance accrue, une sécurité plus élevée, etc.) ont rapidement été érodés par la présence d'autres soutiens de financement qui ont fini par saper les efforts déployés pour établir des liaisons transversales visant la coopération du voisinage. Dans le second cas, les tentatives de déplacement de familles du quartier Yonkers du centre-ville, où la criminalité et la pauvreté sont élevées, vers des quartiers de classe moyenne

---

beaucoup plus sûrs n'ont pas créé une plus grande interaction avec les blancs dans le nouveau quartier, au-delà du complexe d'habitations. En fait, cela a renforcé l'« isolement ethnique » car les familles ont maintenu leurs liens sociaux avec leur quartier d'origine et ont continué à aller à leurs anciennes églises à l'autre bout de la ville, malgré la distance. Les constatations de ces expériences urbaines ont mis en évidence l'importance de tenir compte des sources existantes de capital social et des distances sociales reliées à la race, à la pauvreté et à la religion dans le choix de politiques en matière de logement (Briggs, 1997).

Plus près de nous, en Ontario, le *Social Planning Network of Ontario* a élaboré et mis en œuvre une recherche appelée Social Capital Formation Project. Le projet comprend trois études de cas dans différentes régions de l'Ontario visant à développer le capital social qui lie pour les résidents à faible revenu. Une des études comportait un programme de petits déjeuners pour les enfants pauvres qui s'est transformé en un programme alimentaire universel, comprenant l'établissement de relations, le réseautage et des partenariats de collaboration entre des groupes qui ne communiquent pas normalement entre eux. En outre, ce projet porte sur une étude de jardins communautaires dans des complexes d'habitation à loyer modéré qui a examiné les liens inter-communautaires afin d'obtenir un avantage collectif grâce à un réseau de jardinage communautaire. L'auteur conclut que le capital social peut exister dans des collectivités, mais ne peut être activé ou mobilisé à des fins communautaires particulières ni dans un but collectif plus vaste. La mobilisation du capital social pour obtenir des changements et des incidences au niveau inter-communauté ou politique nécessite des organismes intermédiaires et un plus grand engagement de ressources. Les initiatives qui mobilisent et activent le capital social dans les collectivités favorisent un fort sentiment d'appartenance sociale parmi les divers groupes formant les collectivités (Clutterbuck, 2002).

### ***Immigration et diversité ethnique***

Nombre études de cas, souvent au niveau du voisinage, ont examiné l'effet du capital social dans le contexte de l'intégration des immigrants et de la diversité ethno-culturelle. Le *Network of European Foundations* a commandé de nombreuses études de cas explorant le capital social, les relations inter-groupe et l'ethnisme. Ces études ont eu lieu dans des zones urbaines, multiculturelles et défavorisées, à Bruxelles et dans l'Est de Londres. Les chercheurs ont constaté que ces communautés urbaines sont caractérisées par une forte fragmentation de la population. Néanmoins, malgré le manque général de relations sociales, il existe souvent des enclaves solides de capital social au sein de groupes ethniques particuliers. Dans ces cas, le capital social procure un soutien, mais peut être restrictif pour les membres du groupe (contrôle social intense) et entrave la création de liens avec d'autres groupes et la communauté d'accueil. Le projet a testé de nombreuses interventions pour la formation de capital social qui lie

entre divers intervenants dans la collectivité, ce qui leur a permis de chercher des solutions collectives aux problèmes locaux. Selon l'étude, rassembler des personnes et des groupes sans aucune habitude préalable de collaboration contribue au développement de nouvelles habitudes pour que les gens travaillent ensemble, ce qui les amène alors à trouver des solutions à leurs problèmes de façon plus rapide et plus efficace.

Le sujet du capital social et des inégalités sociales parmi les résidents de quartiers multi-ethniques défavorisés a aussi fait l'objet d'études de cas dans le contexte de la recherche sur la protection de la santé au Royaume-Uni, comme on le mentionne dans la section suivante.

### **Santé**

Le programme Social Action for Health Research de la *Health Development Agency* (HDA) au Royaume-Uni examine comment le capital social pourrait servir de cadre pour la conception et l'évaluation des interventions et des politiques de promotion de la santé au niveau communautaire. Le programme a donné lieu à un vaste fonds de recherche qui examine comment le capital social fonctionne au sein de certains groupes et les méthodes d'évaluation.

Selon une des études, deux aspects du capital social (la confiance et l'engagement communautaire/le pouvoir perçu des citoyens) semblent plus saillants dans la communauté « à forte santé » et deux autres aspects (l'identité locale et les installations communautaires locales) semblent plus marqués dans la communauté « à faible santé ». On y accorde à certains aspects du capital social (réseaux divers et dispersés géographiquement), plus qu'à d'autres, la faculté d'améliorer la santé. Une leçon tirée de cette étude est qu'il ne suffit pas de fournir simplement des installations communautaires pour constituer un capital social : il faut aussi se pencher sur les modes de création et de fonctionnement de ces installations. Une participation et une représentation plus nombreuse de simples citoyens dans la conceptualisation et la mise en œuvre de ces installations constituent un élément important de leur réussite (Campbell *et al.*, 1999).

D'autres études de cas commandées par la HDA ont examiné les avantages et les limites du capital social dans les issues de santé des membres de groupes ethniques, d'adultes, d'enfants et de jeunes des quartiers défavorisés dans diverses régions du Royaume-Uni. Certaines considérations principales pour les politiques régionales ont trait à l'évolution « spatiale » du capital social. Les gens accumulent du capital social dans un éventail de réseaux et d'organismes non locaux autant que locaux. Les gens ne définissent pas forcément « communauté » comme étant un lieu géographique étroitement uni et facilement identifiable. C'est particulièrement le cas des enfants et des jeunes pour lesquels l'école et la

famille sont des « communautés » et des endroits importants d'interaction sociale. Selon Morrow (2001), les outils d'analyse des environnements sociaux doivent être dynamiques et pouvoir tenir compte de la façon dont les familles, les enfants, les réseaux sociaux, les institutions, les normes, etc. évoluent au fil du temps (au cours d'une vie) et dans l'espace (départ et arrivée de voisins, etc.).

La ministre de la santé publique du Royaume-Uni a accordé son solide appui au concept du capital social à la suite de la recherche menée par la HDA. Les conclusions de ces études orienteront la mise en oeuvre d'une gamme de politiques et programmes gouvernementaux, actuels et nouveaux, créés pour faire face aux déterminants des inégalités sur le plan national et local. Il s'agit notamment de New Deal for Communities, Neighbourhood Renewal, Healthy Living Centres, Local Strategic Partnerships and the Healthy Communities Collaborative Partnerships.

*Santé Canada* a également examiné la relation entre le capital social et la santé dans une série de documents de recherche publiés en 2002-2003. Ces documents recensent les ouvrages et analyses sur la conceptualisation, la mesure et les incidences politiques du capital social dans le contexte des politiques sur la santé. Les travaux sur les questions relatives à la mesure ont aussi inclus la participation à l'élaboration de mesures du capital social et des questions de sondage du cycle 17 de l'ESG sur le capital social (participation sociale). Le site Web du ministère contient une page sur le capital social et résume les recherches et les activités concernant le capital social, l'insertion sociale et les questions de santé.

### ***Économie sociale / développement économique local***

Au Canada, la *Société de recherche sociale appliquée* mène au Cap-Breton un projet de recherche intitulé *Projet d'innovation en emploi communautaire (PIEC)*, financé par Développement des ressources humaines Canada et le ministère des Services communautaires de la Nouvelle-Écosse. Le projet prévoit la création du capital social dans le cadre d'un programme de revitalisation communautaire et d'emploi. On y encourage les prestataires de l'assurance-emploi ou de l'aide au revenu à encaisser un salaire de la collectivité au lieu de leurs prestations habituelles en contrepartie de leur participation à des projets commandités par des groupes et des personnes de leur collectivité. Les collectivités jouent alors un rôle dans l'acquisition d'expériences de travail significatives par les gens sans emploi, ce qui leur apportera probablement des avantages.

La formation de capital social est encouragée sur deux plans. D'abord, les membres de la collectivité doivent constituer un conseil communautaire bénévole afin de mobiliser le soutien de la communauté et de planifier et

fixer les priorités pour le genre de projets qu'entreprendront les participants. Le PIEC devrait rassembler les gens qui normalement ne se seraient pas rencontrés pour qu'ils travaillent ensemble à la réalisation de divers projets. Ensuite, le PIEC influe sur le développement du capital social de chaque participant (à la recherche d'un emploi). Les participants sont recrutés et affectés à travailler dans des collectivités choisies pendant un maximum de trois ans. Pendant cette période, ils travaillent en équipe et acquièrent des compétences grâce à différentes affectations de travail. La création de capital social par l'intermédiaire de réseaux fait partie des résultats escomptés dans le cadre du PIEC, qui fera l'objet d'évaluations périodiques.

D'autres travaux sur le capital social financé par la Commission européenne, en particulier dans le cadre du programme *European Research Agenda - Framework V Research Program*, examinent l'apport du capital social au développement et à la durabilité des entreprises sociales et de l'économie sociale dans les collectivités locales pauvres et défavorisées. Des projets pilote ont été menés dans huit régions européennes dans le cadre de CONSCISE (The Contribution of Social Capital in the Social Economy to Local Economic Development in Western Europe) afin d'examiner comment les entreprises sociales utilisent et constituent le capital social. Les principales conclusions tirées du rapport d'évaluation, publié au printemps 2003, sont notamment : accroître la sensibilisation aux dimensions du capital social en les « répertoriant » dans le cadre des interventions relatives au développement communautaire; faciliter l'interaction entre divers groupes; soutenir les entreprises sociales les plus susceptibles de former du capital social; maintenir l'équilibre entre le capital social qui unit et celui qui lie. Il est important d'encourager le bon équilibre entre diverses formes de capital social pour prévenir, d'une part, l'exclusivité dans le développement local (en raison d'un capital social qui unit à l'extrême) et, d'autre part, le risque de diluer la cohésion sociale locale et la perte éventuelle d'engagement. Les caractéristiques contextuelles, comme les structures politiques locales, l'isolement, l'homogénéité sociale, la population peu nombreuse et les niveaux de capital humain, se sont révélées importantes à l'examen de la relation entre le capital social et l'économie sociale locale.

Fait intéressant, les autorités publiques de *Hong-Kong* se sont également intéressées au concept de capital social dans le contexte du développement local et communautaire et ont créé un fonds d'investissement communautaire afin de soutenir des partenariats locaux par la formation de capital social. L'objectif du fonds est d'encourager la préoccupation mutuelle et l'entraide afin d'accroître le développement du réseau de soutien et de promouvoir l'engagement communautaire. Parmi les résultats escomptés de ce fonds, on prévoit l'amélioration du soutien aux personnes à risque grâce à un réseau communautaire renforcé et à une collaboration intersectorielle accrue.

---

**Renouveau du civisme**

Depuis les événements du 11 septembre 2001, le *gouvernement fédéral américain* redouble d'efforts pour renforcer la cohésion communautaire et mesurer directement le capital social. La majorité des dernières initiatives politiques relatives au capital social se rapportent à la stimulation de l'engagement communautaire, du bénévolat et de la confiance publique grâce à des programmes comme le Freedom Corps et le Homeland Security Grant Program et à des propositions visant à populariser l'éducation civique (Hudson *et al.*, 2002).

La publication en 2000 de l'ouvrage de Robert Putnam intitulé *Bowling Alone*, la série de séminaires Saguario à l'Université d'Harvard sur l'engagement civique en Amérique et ensuite l'enquête repère sur la collectivité du capital social (Social Capital Community Benchmark Survey) ont davantage aiguisé l'intérêt du gouvernement à mesurer le concept de capital social. La série de séminaires Saguario propose cinq sphères institutionnelles dans lesquelles la formation de capital social peut avoir lieu : le lieu de travail, les arts, la politique et le gouvernement, la religion, et les écoles, les organismes de jeunesse et les familles. Selon les représentants du ministère américain de l'éducation, le capital social semble être devenu une priorité de recherche nationale. À présent, les efforts sont axés sur l'élaboration d'un module bref de questions qui peuvent être ajoutées aux sondages actuels.

---

## Bibliographie

- Aguilera, M.B. « The Impact of Social Capital on Labour Force Participation: Evidence from the 2000 Social Capital Benchmark Survey », *Social Science Quarterly*, vol. 83, n° 3 (2002).
- Bourdieu, Pierre. « The Forms of Capital », 1986, dans *Social Capital: Critical Perspectives*, S. Field *et al.*, Oxford University Press, 2000.
- Briggs, Xavier de Souza. « Social Capital and the Cities: Advice to Change Agents », *National Civic Review*, vol. 86. n° 2 (1997).
- Campbell, Catherine, Rachael Wood et Moira Kelly. «Social Capital and Health», Health Education Authority, Tevelyan House, London, 1999.
- Campbell, Catherine. « Social Capital and Health: Contextualising Health Promotion Within Local Community Networks », dans *Social Capital – Critical Perspectives*, S. Baron, J. Field et T. Schuller (éd.), Oxford University Press, 2000.
- Campbell, Catherine et Karl McLean. « Social Capital, Social Exclusion and Ethnic Health Inequalities », Health Development Agency, 2001.
- Clutterbuck, Peter. « Social Capital Strategies for Socially Cohesive and Inclusive Communities », Social Planning Network of Ontario, 2002.
- Coleman, James. « Social Capital in the Creation of Human Capital », *American Journal of Sociology*, n° 94 (1988), supplément S95-S120.
- CE (Commission européenne). « Mesures innovatrices au titre de l'article 6 du Règlement relatif au Fonds social européen (CEE) n° 2084/93 pour la période 1994-1999 », Direction générale de l'emploi et des affaires sociales, 2001.
- Côté, Sylvain et John Helliwell. « Le capital social : un concept utile? », tiré d'un exposé présenté au congrès 2002 de l'Association des économistes québécois : « La croissance économique : à quel prix et pour qui? » Gatineau (Québec), 2002.
- ECOTEC Research and Consulting Ltd. *Foundations and Social Capital : A Final Report to the Network of European Foundations for Innovation and Co-operation (NEF)*, Birmingham (Royaume-Uni), 2001.

- Evans, Mel.. « Final Report The Contribution of Social Capital in the Social Economy to Local Economic Development in Western Europe (CONSCISE) », Middlesex University, Institute of Health and Social Science Research, EC Framework V Research Programme, 2003.
- Foley, Michael et Bob Edwards. « Is it Time to Disinvest in Social Capital? », *Journal of Public Policy*, vol. 19, n° 2 (1999).
- Forrest, Ray et Ade Kearns. « Social Cohesion, Social Capital and the Neighbourhood », *Urban Studies*, vol. 38, n° 12 (2001).
- Fukuyama, F. *Trust : the social virtues and the creation of prosperity*, Hamish Hamilton, London, 1995.
- Granovetter, M. « The Strengths of Weak Ties », *American Journal of Sociology*, n° 78 (1973), p. 1360-80.
- Grootaert, Christiaan et Thierry van Bastelaer. « Understanding and Measuring Social Capital A Synthesis of Findings and Recommendations from the Social Capital Initiative », Forum Series on the Role of Institutions in Promoting Economic Growth, Banque mondiale et IRIS Centre, 2002.
- Haezwindt, Paul. « Investing in Each Other and the Community: the Role of Social Capital », *Social Trends*, n° 33 (2003).
- Helliwell, John F. « Social Capital, the Economy and Well-Being », *The Review of Economic Performance and Social Progress*, 2001.
- Hibbit, Karen, Peris Jones et Richard Meegan. « Tackling Social Exclusion: the Role of Social Capital in Urban Regeneration on Merseyside - From Mistrust to Trust? », *European Planning Studies*, vol. 9, n° 2 (2001).
- Hudson, Lisa et Chris Chapman. « The Measurement of Social Capital in the United States », document préparé pour l'International Conference on the Measurement of Social Capital, Londres (Angleterre), 2002.
- Jenson, Jane et Caroline Beauvais. « Social Cohesion: Updating the State of the Research », CPRN Discussion Paper No.F/22, 2002.
- Johnson, Cathleen. « A Model of Social Capital Formation », SRDC Working Paper Series 03-01, Social Research and Demonstration Corporation, 2003.

- 
- Kearns, Ade et Ray Forrest. « Social Cohesion and Mulilevel Urban Governance », *Urban Studies*, vol. 37, n° 5/6 (2000).
- Knack, Stephen et Philip Keefer. « Does Social Capital have an Economic Payoff? A Cross-Country Investigation », *Quartely Journal of Economics*, vol. 112, n° 4 (1997).
- Korpi, T. « Good Friends in Bad Times? Social Networks and Job Search among the Unemployed in Sweden », *Acta Sociologica*, vol. 33, n° 2 (2001).
- Lévesque, Maurice et Deena White. « Capital social, capital humain et sortie de l'aide sociale pour des prestataires de longue durée », *Canadian Journal of Sociology - Cahiers canadiens de sociologie*, vol. 26, n° 2 (2001).
- Morrow, Virginia. « Networks and Neighbourhoods: Children's and Young People's Perspectives », Health Development Agency, 2001.
- National Economic and Social Forum. « The Policy Implications of Social Capital », rapport n° 28 du Forum, Government Publications Office, Dublin, 2003.
- OCDE (Organisation de développement et de coopération économiques). « Du bien-être des nations : le rôle du capital humain et social », Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement, 2001, <http://www1.oecd.org/publications/e-book/9601012E.PDF>, consulté le 23 juillet 2003.
- OCDE/DRHC (Organisation de développement et de coopération économiques et Développement des ressources humaines Canada). *La contribution du capital humain et social à une croissance économique durable et au bien-être : rapport du symposium international*, John Helliwell (dir.), 2001.
- Osberg, Lars et A. Sharpe. « Comparaisons des tendances du PIB et du bien-être économique : l'incidence du capital social », *La contribution du capital humain et social à une croissance économique durable et au bien-être : rapport du symposium international*, John Helliwell (dir.), OCDE/DRHC (Organisation de développement et de coopération économiques et Développement des ressources humaines Canada), 2001.
- Putnam, Robert. *Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy*, New Jersey, Princeton University Press, 1993.

- \_\_\_\_\_. *Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community*, New York, Simon and Schuster, 2000.
- \_\_\_\_\_. « Mesure et conséquences du capital social », dans *La contribution du capital humain et social à une croissance économique durable et au bien-être : rapport du symposium international*, John Helliwell (dir.), Développement des ressources humaines Canada et OCDE, OCDE et DRHC, 2001.
- Reimer, Bill. « Understanding and Measuring Social Capital and Social Cohesion », 2002, au site Web de la New Rural Economy, [http://nre.concordia.ca/nre\\_reports.htm](http://nre.concordia.ca/nre_reports.htm), consulté le 23 juillet 2003.
- Royaume-Uni (Cabinet Office, Performance and Innovation Unit). « Social Capital A Discussion Paper », contacts : Stephen Aldridge et David Halpern avec Sarah Fitzpatrick, 2002.
- Royaume-Uni (Home Office). « How Government Can Help Build Social Capital », discours prononcé au Performance and Innovation Unit Seminar sur le capital social par le ministre de l'intérieur David Blunkett, 2002, [http://www.homeoffice.gov.uk/civil\\_renewal/piuspeech.htm](http://www.homeoffice.gov.uk/civil_renewal/piuspeech.htm), consulté le 30 juillet 2003.
- Royaume-Uni (Office of National Statistics). *Social Capital: A review of the literature*, Social Analysis and Reporting Division, 2001.
- Royaume-Uni (Social Exclusion Unit) « A New Commitment to Neighbourhood Renewal National Strategy Action Plan », 2001, <http://www.neighbourhood.gov.uk>, consulté le 5 août 2003.
- Saguaro Seminar Civic Engagement in America. John F. Kennedy School of Government Harvard University, <http://www.ksg.harvard.edu/saguaro/>, consulté le 23 juillet 2003.
- Schneider, Jo Anne. « Kenosha Social Capital Study », 2001, [http://www.nonprofitresearch.org./newsletter1531/newsletter\\_show.htm?doc\\_id=17368](http://www.nonprofitresearch.org./newsletter1531/newsletter_show.htm?doc_id=17368), consulté le le 23 juillet 2003.
- Schuller, Tom. « Complémentarité du capital humain et du capital social », *ISUMA : revue canadienne de recherche sur les politiques*, vol. 2, n° 1 (2001).

Stone, Wendy. « Measuring Social Capital: Towards a theoretically informed measurement framework for researching social capital in family and community life », Australian Institute of Family Studies, Research Paper No. 24, 2001.

Van Kemenade, Solange, Sylvain Paradis et Eric Jenkins. « Le capital social peut-il être l'objet de politiques publiques? », ébauche, Division de la recherche sur les politiques, Direction des politiques stratégiques, Santé Canada, 2003.

Woolcock, M. « La contribution du capital humain et social à une croissance économique durable et au bien-être », dans *La contribution du capital humain et social à une croissance économique durable et au bien-être : rapport du symposium international*, John Helliwell (dir.), 2001.

\_\_\_\_\_. « Social Capital and Policy Development: An Overview », présentation au Performance and Innovation Unit Strategic Thinkers Seminar, 2002.

Woolcock, M. et Narayan Deepa. « Social Capital: Implications for Development Theory, Research, and Policy », *The World Bank Research Observer*, vol. 15, n° 2 (2000).